

CONSEIL COMMUNAL DU 20 FÉVRIER 2024
GEMEENTERAAD VAN 20 FEBRUARI 2024

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Gerda Postelmans, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ;
Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Christophe De Beukelaer, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Marie Cruysmans, Muriel Godhaird, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, Sophie Busson, Danièle Van Crombrughe-Gruloos, Hatiana Martine LUWANA, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Alexia Bertrand, Georges Dallemagne, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

20.02.2024/A/0001 **CC - Vote de l'urgence**

LE CONSEIL décide d'examiner le point suivant ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance :

Urgence :

CC - Parking extérieur du Stockel Square - Action commerciale gratuite dans le cadre de l'utilisation du parking extérieur et souterrain du Stockel Square - Commune de Woluwe-Saint-Pierre, S.A. INTERPARKING et S.A. AXA BELGIUM - Convention tripartite fixant le cadre organisationnel et financier - Prolongation - Avenant n° 4 - Adoption.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Dringende zaak

DE RAAD besluit het hierna vermelde punt dat niet voorkomt op de agenda van deze zitting te onderzoeken :

Dringende zaak :

GR - Buitenparking van de Stockel Square - Gratis commerciële actie in verband met het gebruik van de buiten- en ondergrondse parking van de Stockel Square - Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, N.V. INTERPARKING en N.V. AXA BELGIUM -

Driepartijovereenkomst tot vaststelling van het organisatorisch en financieel kader - Verlenging - Aanhangsel nr. 4 - Aanneming.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

20.02.2024/A/0002 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 23.01.2024**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 31 et 32 ;
DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 23.01.2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 23.01.2024

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 31 en 32 ;
BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 23.01.2024 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

20.02.2024/A/0003 **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Fixation du montant des rémunérations des bourgmestre et échevins - Fixation du montant des avantages de toute nature et des frais de représentation des bourgmestre, échevins et conseillers communaux - Fixation du montant des jetons de présence des conseillers communaux - Fixation de la liste des outils de travail mis à disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux pour l'exercice de leur mandat - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;
Vu l'arrêté d'exécution du 24.01.2019 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 5 § 1 de ladite ordonnance conjointe ;

Vu l'arrêté d'exécution du 04.10.2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 7 de ladite ordonnance conjointe ;
Vu la circulaire du 20.11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application de ladite ordonnance conjointe ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 12, 19 et 28 ;
Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;
Vu la délibération du Conseil communal du 30.01.2002 fixant à 105,00 EUR au 01.01.2002 le montant des jetons de présence des membres du Conseil communal pour l'assistance aux séances et aux commissions du Conseil communal, montant indexé au 1^{er} janvier de l'exercice ;
Vu la nécessité de mettre à jour pour le futur le contenu de la délibération du 07.03.2023 du Conseil communal portant fixation du montant des rémunérations des bourgmestre et échevins, fixation du montant des avantages de toute nature et des frais de représentation des bourgmestre, échevins et conseillers communaux, fixation du montant des jetons de présence des conseillers communaux et fixation de la liste des outils de travail mis à disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux pour l'exercice de leur mandat ;
DECIDE, en application de l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois :

1. d'arrêter conformément aux dispositions des articles 19 et 28 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, le montant des rémunérations dont bénéficient les bourgmestre et échevins au cours de l'année 2024 ;
2. d'arrêter comme suit le montant des avantages de toute nature et des frais de représentation dont bénéficient le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux :
 - en dehors d'un véhicule communal et d'un abonnement GSM mis à la disposition du bourgmestre, aucun avantage de toute nature, aucun frais de représentation n'est attribué au bourgmestre, aux échevins et aux conseillers communaux ;
 - la commune seule organise des réceptions et représentations en exécution de délibérations prises préalablement par le Collège des Bourgmestre et Echevins et communiquées au Conseil communal ;
 - ces réceptions et représentations ne constituent ni des avantages de toute nature ni des frais de représentation dont bénéficient le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux ;
 - ces réceptions et représentations constituent uniquement des frais de représentation de la commune, par et pour elle-même ;
3. d'arrêter comme suit le montant des jetons de présence dont bénéficient les membres du Conseil communal en application notamment de l'article 12 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée :
 - fixation à 171,08 EUR au 01.01.2024 du montant indexé des jetons de présence des membres du Conseil communal pour leur assistance aux séances et aux commissions du Conseil communal au cours de l'année 2024 ;
 - adaptation de ce montant annuellement au 1er janvier de l'exercice en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (indice santé), l'indice de référence étant celui du mois de décembre 2001, soit 109,23 (base 1996 = 100) ou 96,01 (base 2004 = 100), l'indice nouveau étant celui du mois de décembre 2023 précédant la présente réadaptation, soit 149,01 (base 1996 = 100) ou 130,98 (base 2004 = 100), et le montant du jeton de présence de base étant celui du mois de janvier

- 2002, soit 105,00 EUR ;
- interdiction de cumul des jetons de présence pour les séances qui ont lieu le même jour et/ou qui se prolongent au-delà de minuit ;
 - en moyenne 20 jetons de présence par année par membre du Conseil communal pour les séances et les commissions du Conseil communal ;
 - absence de jeton de présence pour le bourgmestre et les échevins ;
 - absence de jeton de présence pour les ministres et les secrétaires d'état ;
 - double jeton de présence pour le président du Conseil communal ou celui qui le remplace, à l'exclusion du bourgmestre ou de son remplaçant, pour chaque réunion du Conseil présidée ;
4. d'arrêter comme suit la liste des outils de travail mis à disposition du bourgmestre, des échevins, des conseillers communaux et strictement nécessaires et justifiés pour l'exercice de leur mandat :
- a. Bourgmestre, M. Benoit CEREXHE :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable, 2 téléphones fixes, 1 téléphone dect (sans fil), 1 appareil multifonction (imprimante, photocopieuse, scanner, télécopieuse), 1 nécessaire de bureau ;
 - un véhicule communal mis à disposition ;
 - un abonnement GSM ;
 - b. Echevin 1, Mme Caroline LHOIR :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
 - c. Echevin 2, M. Alexandre PIRSON :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + dockstation, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
 - d. Echevin 3, Mme Françoise de CALLATAY :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
 - e. Echevin 4, M. Antoine BERTRAND :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + dockstation, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
 - f. Echevin 5, Mme Carine KOLCHORY :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + dockstation, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
 - g. Echevin 6, M. Dominique HARMEL :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres

membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;

h. Echevin 7, Mme Gerda POSTELMANS :

- un bureau, local et mobilier ;
- 1 ordinateur portable + dockstation, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;

i. Echevin 8, M. Helmut DE VOS :

- un bureau, local et mobilier ;
- 1 ordinateur portable + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;

j. Conseillers communaux en ce compris le président du Conseil communal et son suppléant de même que le président du C.P.A.S. s'il est également conseiller communal :

- un espace, son mobilier (1 table et 4 chaises), en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux et l'administration au service du Secrétariat pour la consultation de tout dossier concernant la gestion de la commune ;
- un ordinateur en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux au service du Secrétariat pour la consultation des dossiers inscrits à l'ordre du jour du Conseil communal ;
- un appareil multifonction en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux, les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et l'administration au service du Secrétariat pour copie de documents du Conseil communal ou d'autres documents concernant la gestion de la commune.

- A part le véhicule mis à disposition du Bourgmestre, aucun véhicule n'est affecté aux membres du Collège des Bourgmestre et échevins, sous réserve de la possibilité pour ceux-ci d'utiliser, comme l'administration et pour les besoins du service public, le pool des véhicules communaux (véhicules, vélos électriques, etc) ;
- Bourgmestre : abonnement GSM illimité pris en charge par la commune ;
- Echevins : possibilité de bénéficier d'un mécanisme par lequel la commune prend en charge un montant "split billing" de 30,00 EUR/mois qui inclut les communications de téléphonie et de mobile data/broadband en Belgique générés dans le cadre de leur mandat, tout usage dépassant ce montant mensuel de 30,00 EUR étant donc facturé directement au mandataire par l'opérateur de mobilophonie ; à ce jour seuls Mme Caroline LHOIR et M. Antoine BERTRAND, échevins, ont souscrit à ce dispositif.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapcommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Vaststelling van het bedrag van de bezoldigingen van de burgemeester en de schepenen - Vaststelling van het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden - Vaststelling van het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden - Vaststelling van de lijst van werkinstrumenten ter

beschikking gesteld van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden voor de uitoefening van hun mandaat - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen ;

Gelet op het gezamenlijke uitvoeringsbesluit van 24.01.2019 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot uitvoering van artikel 5 § 1 van voornoemde ordonnantie ;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 04.10.2018 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van artikel 7 van voornoemde ordonnantie ;

Gelet op de omzendbrief van 20.11.2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toepassing van deze ordonnantie ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 12, 19 en 28 ;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.01.2002 waarbij op 01.01.2002 het bedrag van het presentiegeld van de leden van de Gemeenteraad vastgesteld wordt op 105,00 EUR voor het bijwonen van zittingen en commissies van de Gemeenteraad, bedrag jaarlijks aan te passen op de eerste januari van het dienstjaar ;

Gelet op de noodzaak om voor de toekomst over te gaan tot het updaten van de inhoud van de beraadslaging van 07.03.2023 van de Gemeenteraad houdende vaststelling van het bedrag van de bezoldigingen van de burgemeester en schepenen, vaststelling van het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden, vaststelling van het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden en vaststelling van de lijst van werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden voor de uitoefening van hun mandaat ;

BESLUIT, in toepassing van de ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen :

1. overeenkomstig de bepalingen van de artikels 19 en 28 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, het bedrag van de bezoldigingen, die de burgemeester en schepenen gedurende het jaar 2024 genieten, vast te stellen ;
2. het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten ten gunste van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden als volgt vast te stellen :
 - buiten een gemeentelijk voertuig en een gsm-abonnement dat ter beschikking van de burgemeester wordt gesteld, worden geen voordelen van alle aard, noch representatiekosten toegekend aan de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden ;
 - enkel en alleen de gemeente organiseert recepties en representaties in uitvoering van de beraadslagingen vooraf genomen door het College van Burgemeester en Schepenen en meegedeeld aan de Gemeenteraad ;
 - deze recepties en representaties vormen geen voordelen van alle aard, noch representatiekosten ten gunste van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden ;
 - deze recepties en representaties zijn uitsluitend representatiekosten van de gemeente, gedaan door en voor zichzelf ;

3. het bedrag van het presentiegeld dat de leden van de Gemeenteraad krijgen in toepassing van artikel 12 van de nieuwe gemeentewet als volgt vast te stellen :
 - o op 01.01.2024 het geïndexeerd bedrag van het presentiegeld van de leden van de Gemeenteraad voor het bijwonen van zittingen en commissies van de Gemeenteraad voor het jaar 2024 vast te stellen op 171,08 EUR ;
 - o jaarlijkse aanpassing van dit bedrag op 1 januari van het dienstjaar in functie van de evolutie van de index der consumptieprijzen (gezondheidsindex), de referentie-index zijnde deze van de maand december 2001, hetzij 109,23 (basis 1996 = 100) of 96,01 (basis 2004 = 100), de nieuwe index zijnde deze van de maand december 2023 die deze aanpassing voorafgaat, hetzij 149,01 (basis 1996 = 100) of 130,98 (basis 2004 = 100) en het bedrag van het basis-presentiegeld zijnde dat van de maand januari 2002, hetzij 105,00 EUR ;
 - o verbod tot cumulatie van presentiegelden voor zittingen die dezelfde dag en/of na middernacht plaatsvinden ;
 - o gemiddeld 20 presentiegelden per jaar per lid van de Gemeenteraad voor de zittingen en commissies van de Gemeenteraad ;
 - o geen presentiegeld voor de burgemeester en de schepenen ;
 - o geen presentiegeld voor de ministers en de staatssecretarissen ;
 - o dubbel presentiegeld voor de voorzitter van de Gemeenteraad of degene die hem vervangt, met uitzondering van de burgemeester of zijn vervanger, voor elke voorgezeten vergadering van de Gemeenteraad ;
4. de lijst met de werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de burgemeester, van de schepenen en van de gemeenteraadsleden en die strikt noodzakelijk en verantwoord zijn voor de uitoefening van hun mandaat als volgt vast te stellen :
 - a. Burgemeester, Dhr. Benoit CEREXHE :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 draagbare computer, 2 vaste telefoons, 1 DECT-telefoon (draadloos), 1 multifunctioneel apparaat (printer, kopieertoestel, scanner, faxtoestel), kantoorbenodigdheden ;
 - terbeschikkingstelling van een gemeentelijk voertuig ;
 - een gsm-abonnement;
 - b. Schepen 1, Mevr. Caroline LHOIR :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 draagbare computer + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
 - c. Schepen 2, Dhr. Alexandre PIRSON :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 draagbare computer + dockstation, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
 - d. Schepen 3, Mevr. Françoise de CALLATAY :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 draagbare computer + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
 - e. Schepen 4, Dhr. Antoine BERTRAND :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 draagbare computer + dockstation, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en

de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;

f. Schepen 5, Mevr. Carine KOLCHORY :

- een bureel, lokaal en meubilair ;
- 1 draagbare computer + dockstation, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;

g. Schepen 6, Dhr. Dominique HARMEL :

- een bureel, lokaal en meubilair ;
- 1 computer, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;

h. Schepen 7, Mevr. Gerda POSTELMANS :

- een bureel, lokaal en meubilair ;
- 1 draagbare computer + dockstation, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;

i. Schepen 8, Dhr. Helmut DE VOS :

- een bureel, lokaal en meubilair ;
- 1 draagbare computer + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;

j. Gemeenteraadsleden met inbegrip van de voorzitter van de Gemeenteraad en zijn plaatsvervanger evenals de voorzitter van het O.C.M.W. indien hij ook gemeenteraadslid is :

- een ruimte en haar meubilair (1 tafel en 4 stoelen) op de dienst van het Secretariaat in gedeeld gebruik voor het geheel van de gemeenteraadsleden en het gemeentebestuur voor het raadplegen van elk dossier met betrekking tot het beleid van de gemeente ;
- een computer op de dienst van het Secretariaat voor het raadplegen van de dossiers ingeschreven op de agenda van de Gemeenteraad ;
- een multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het geheel van de gemeenteraadsleden, de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en het gemeentebestuur op de dienst Secretariaat voor het kopiëren van documenten van de Gemeenteraad of andere documenten met betrekking tot het beleid van de gemeente ;

- Buiten het voertuig dat ter beschikking wordt gesteld van de Burgemeester, is geen enkel ander voertuig toegewezen aan enig ander lid van het College van Burgemeester en Schepenen, maar voor dienstonodigheden kunnen zij wel, net als de personeelsleden van het gemeentebestuur, gebruik maken van het gemeentelijk wagenpark (voertuigen, elektrische fietsen, enz.) ;
- Burgemeester : onbeperkt GSM-abonnement ten laste van de gemeente ;
- Schepenen : mogelijkheid om gebruik te maken van een mechanisme waarbij de gemeente een "gesplitste facturatie" van 30,00 EUR/maand betaalt, met inbegrip van de in het kader van hun mandaat gegenereerde telefonische en mobiele gegevens/breedbandcommunicatie in België, waarbij elk gebruik boven dit maandelijkse bedrag van 30,00 EUR rechtstreeks door de mobiele

operator aan de mandataris wordt gefactureerd ; tot op heden hebben alleen Mevr. Caroline LHOIR en Dhr. Antoine BERTRAND, schepenen, zich bij deze regeling aangesloten.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

20.02.2024/A/0004 **CC - Contentieux - Règlement-taxe relatif aux antennes relais de GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne - Exercice d'imposition 2020 - Affaire S.A. ORANGE BELGIUM - Jugement du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 17.01.2024 - Décision d'interjeter appel**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 alinéa 2 et 270 ;

Vu la délibération du 17.03.2022 du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de désigner Me Gérard VAN den BERG, rue Capouillet 34, 1060 Bruxelles, B.C.E. 0543.893.450, pour défendre les intérêts de la commune dans le cadre du recours fiscal introduit devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles par la S.A. ORANGE BELGIUM contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10.11.2021 rejetant sa réclamation contre la taxe mise à sa charge pour l'exercice 2020 sur base du règlement-taxe relatif aux antennes relais de GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne du 17.12.2019 ;

Vu le jugement rendu par la 34^{ème} chambre du Tribunal de Première Instance de Bruxelles en date du 17.01.2024, par lequel celle-ci déclare fondé le recours introduit par la S.A. ORANGE BELGIUM sur base de la violation de l'article 7 de l'ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, qui dispose que : "*Art. 7. § 1er. Lorsque le règlement-taxe prévoit une obligation de déclaration dans le chef du redevable, la non-déclaration dans les délais prévus par ce règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe*", au motif que notre règlement taxe omet de préciser le délai dans lequel le formulaire de déclaration doit être retourné par le contribuable à la commune en laissant à l'administration le soin de le déterminer ;

Considérant que le juge a estimé que la demande de la S.A. ORANGE BELGIUM était fondée et a ordonné le dégrèvement de la taxe dont question ;

Considérant qu'il convient d'interjeter appel dudit jugement, au motif que l'argument relatif à la violation de l'article 7 de l'ordonnance précitée n'est pas pertinent ; qu'en effet, la commune n'a pas appliqué en l'espèce la procédure de taxation d'office ;

DECIDE d'interjeter appel du jugement rendu par la 34^{ème} chambre du Tribunal de Première Instance de Bruxelles en date du 17.01.2024, par lequel celle-ci déclare fondé le recours introduit par la S.A. ORANGE BELGIUM et annule la taxe mise à sa charge pour l'exercice 2020 sur base du règlement-taxe relatif aux antennes relais de GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne du 17.12.2009.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Geschillen - Belastingreglement op de relaisantennes voor GSM of mobilofonie, telecommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven - Belastingjaar 2020 - Zaak N.V. ORANGE BELGIUM - Vonnis van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 17.01.2024 - Beslissing om in hoger beroep te gaan

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 234 lid 2 en 270 ;

Gelet op de beraadslaging van 17.03.2022 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij werd besloten Mr Gérard VAN den BERG, Capouilletstraat 34, 1060 Brussel, K.B.O. 0543.893.450, aan te stellen om de belangen van de gemeente te verdedigen in het kader van het fiscale beroep dat de N.V. ORANGE BELGIUM bij de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel heeft ingesteld tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10.11.2021 tot afwijzing van haar klacht tegen de belasting die haar wordt aangerekend voor het dienstjaar 2020 op grond van het belastingreglement op de relaisantennes voor GSM of mobilofonie, telecommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven van 17.12.2019 ;

Gelet op het vonnis van de 34ste kamer van de Rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 17.01.2024, waarbij het beroep van de N.V. ORANGE BELGIUM gegrond is verklaard wegens schending van artikel 7 van de ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, dat bepaalt dat: "Art. 7.§ 1. Als de belastingverordening voorziet in de verplichting van aangifte vanwege de belastingplichtige, kan de belasting ambtshalve gevestigd worden bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige", op grond van het feit dat ons belastingreglement niet vermeldt binnen welke termijn het aangifteformulier door de belastingplichtige moet worden teruggestuurd naar de gemeente, en het aan de administratie overlaat om dit te bepalen ;

Overwegende dat de rechter het verzoek van de N.V. ORANGE BELGIUM gegrond achtte en de ontheffing van de belasting in kwestie beviel ;

Overwegende dat tegen dit vonnis hoger beroep dient te worden ingesteld op grond dat het argument betreffende de schending van artikel 7 van voornoemde ordonnantie niet relevant is ; dat de gemeente in dit geval de ambtshalve belastingprocedure niet heeft toegepast ;

BESLUIT hoger beroep in te stellen tegen de vonnis van de 34ste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 17.01.2024, waarbij het beroep van de N.V. ORANGE BELGIUM gegrond werd verklaard en de belasting die haar voor het boekjaar 2020 werd aangerekend op grond van het Belastingreglement op de relaisantennes voor GSM of mobilofonie, telecommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven van 17.12.2009, nietig werd verklaard.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Muriel Godhaird entre en séance / treedt in zitting.

introduit par M. T'SERSTEVENS et consorts - Décision du fonctionnaire délégué du 29.05.2020 d'octroyer un permis scolaire à GO! Enseignement de la Communauté flamande représenté par Mme Wina ROELENS visant la transformation du site Sonart existant en un internat (105 pensionnaires), une école maternelle et primaire (85 élèves) avec réfectoire et salle polyvalente pour les enfants de bateliers et forains - Rue Saint-Hubert 12-16 - Permis d'urbanisme Urban.Brussels 19/PFD/666238 - Requête en annulation - Intervention volontaire - Autorisation d'ester en justice - Arrêt du Conseil d'Etat du 15.01.2024 - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, approuvé par arrêté du 09.04.2004 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et modifié à plusieurs reprises ;

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite le 06.02.2018 par la GO! ONDERWIJS VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP pour la reconversion du site Sonart existant en internat (105 pensionnaires), en école maternelle et primaire (85 élèves), avec un réfectoire et une salle polyvalente pour enfants de marinières et de forains, rue Saint-Hubert 12-16 ;

Vu l'avis tardif du Collège des Bourgmestres et Echevins du 19.07.2018 réputé favorable ;

Vu la décision d'octroi de permis d'urbanisme du 29.05.2020 notifiée le 02.06.2020 par le Fonctionnaire délégué à la demanderesse et à la Commune ;

Vu le recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale introduit le 30.06.2020 par la Commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu l'arrêté du 02.03.2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif audit recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale introduit par la Commune de Woluwe-Saint-Pierre contre la décision du Fonctionnaire délégué d'accorder le permis d'urbanisme pour la reconversion du site Sonart existant en internat (105 pensionnaires), en école maternelle et primaire (85 élèves), avec un réfectoire et une salle polyvalente pour enfants de marinières et de forains, rue Saint-Hubert 12-16 ;

Considérant que le permis d'urbanisme est octroyé moyennant le respect de la condition qui consiste en murer la baie du mur de clôture mitoyen de fond de parcelle ;

Vu le recours en annulation introduit en date du 12.05.2023 par les riverains contre le permis d'urbanisme octroyé à GO! ONDERWIJS VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP ;

Vu la délibération du 19.09.2023 par laquelle le Conseil communal a décidé d'autoriser la commune à introduire une requête en intervention volontaire devant le Conseil d'Etat ;

Considérant que les riverains n'ont pas déposé de mémoire en réplique dans le délai imparti ; que le Conseil d'Etat a par conséquent constaté l'absence d'intérêt requis et a rejeté la requête ;

PREND ACTE de l'arrêt du Conseil d'Etat du 15.01.2024 rejetant le recours en annulation introduit par les riverains contre le permis d'urbanisme octroyé à GO! ONDERWIJS VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP pour la reconversion du site Sonart existant en internat (105 pensionnaires), en école maternelle et primaire (85 élèves), avec un réfectoire et une salle polyvalente pour enfants de marinières et de forains, rue Saint-Hubert 12-16.

Le Conseil prend acte.

GR - Geschillen - Stedenbouw - Beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State

ingesteld door Dhr. T'SERSTEVENS en consorten - Besluit van de gemachtigde ambtenaar van 29.05.2020 om een schoolvergunning te verlenen aan GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap vertegenwoordigd door Mevr. Wina ROELENS voor de verbouwing van de bestaande Sonart-site tot een internaat (105 kostgangers), een kleuter- en lagere school (85 leerlingen) met refter en polyvalente zaal voor de kinderen van binnenschippers en kermisarbeiders - Sint-Hubertusstraat 12-16 - Stedenbouwkundige vergunning Urban.Brussels 19/PFD/666238 - Verzoek tot nietigverklaring - Vrijwillige tussenkomst - Toestemming om in rechte op te treden - Arrest van de Raad van State van 15.01.2024 - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, goedgekeurd bij besluit van 09.04.2004 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en herhaaldelijk gewijzigd ;
Gelet op de vergunningsaanvraag ingediend op 06.02.2018 door GO! ONDERWIJS VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP voor de verbouwing van de bestaande Sonart-site tot een internaat (105 kostgangers), een kleuter- en lagere school (85 leerlingen), met een refter en een polyvalente zaal voor de kinderen van binnenschippers en kermisarbeiders, Sint-Hubertusstraat 12-16 ;
Gelet op het laattijdige advies van het College van Burgemeester en Schepenen van 19.07.2018 dat als gunstig wordt beschouwd ;
Gelet op het besluit tot toekenning van de stedenbouwkundige vergunning d.d. 29.05.2020, waarvan op 02.06.2020 door de gemachtigde ambtenaar kennis is gegeven aan de aanvrager en de gemeente ;
Gelet op het beroep bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dat werd ingediend door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe op 30.06.2020 ;
Gelet op het besluit van 02.03.2023 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het beroep dat door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering werd ingediend tegen de beslissing van de gemachtigde ambtenaar om een stedenbouwkundige vergunning af te leveren voor de verbouwing van de bestaande Sonart-site tot een internaat (105 kostgangers), een kleuter- en een lagere school (85 leerlingen), met een refter en een polyvalente zaal voor de kinderen van binnenschippers en kermisarbeiders, Sint-Hubertusstraat 12-16 ;
Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning wordt verleend op voorwaarde dat de opening in de mandelige muur achteraan het perceel wordt dichtgemetseld ;
Gelet op het beroep tot nietigverklaring dat de buurtbewoners op 12.05.2023 hebben ingediend tegen de stedenbouwkundige vergunning die werd toegekend aan GO! ONDERWIJS VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP ;
Gelet op de beraadslaging van 19.09.2023 waarbij de Gemeenteraad besloot om de Gemeente te machtigen om een verzoekschrift tot vrijwillige tussenkomst in te dienen bij de Raad van State ;
Overwegende dat de buurtbewoners geen memorie van wederantwoord hebben ingediend binnen de gestelde termijn ; dat de Raad van State daarom heeft geoordeeld dat er geen belang was vereist en het verzoekschrift heeft afgewezen ;
NEEMT AKTE van het arrest van de Raad van State van 15.01.2024 waarbij het beroep tot nietigverklaring dat door buurtbewoners was ingesteld tegen de stedenbouwkundige vergunning verleend aan GO! ONDERWIJS VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP voor de verbouwing van de bestaande Sonart-site tot een internaat (105 kostgangers), een kleuter- en lagere school (85 leerlingen), met een refter en een polyvalente zaal voor de kinderen van binnenschippers en kermisarbeiders, Sint-Hubertusstraat 12-16, verworpen wordt.

De Raad neemt akte.

CC - Propriétés communales - Centre sportif du Parc de Woluwe - Exploitation de l'espace HORECA (Bar-Restaurant) - Concession - Avenant n° 2 à la convention de concession - Adoption

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 234 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26.02.2015 décidant d'attribuer la concession d'exploitation de l'espace HORECA (Bar-Restaurant) du Centre sportif du Parc de Woluwe à M. Michel SERSTÉ, domicilié rue du Menuisier 103, 1200 Bruxelles, et Mme Valérie LECOMTE, pour compte le cas échéant d'une société à constituer, aux conditions de la convention de concession d'exploitation et de leur offre initiale remise en date du 31.10.2014 et de leur offre complémentaire remise en date du 24.01.2015 et ce, pour une durée de 6 années consécutives à partir du 01.04.2015 jusqu'au 01.04.2021, renouvelable pour 3 ans moyennant demande écrite adressée par courrier recommandé à la commune au moins 6 mois avant l'échéance ;

Vu la constitution en date du 06.03.2015 par M. Michel SERSTÉ, précité, de la S.P.R.L. TAPASSOIF, B.C.E. 0600.806.815, dont le siège social est à l'origine situé avenue Edmond Galoppin 1, 1150 Bruxelles, et actuellement, Vriendschapsstraat 39, 3090 Overijse, et dont il assure la gérance, en vue d'exploiter l'espace HORECA (Bar-Restaurant) du Centre sportif du Parc de Woluwe ;

Vu la décision de l'Assemblée générale de la S.P.R.L. TAPASSOIF du 20.06.2019, publiée au Moniteur belge en date du 08.07.2019, de changer de dénomination et de se constituer en S.R.L. dénommée SAUCE PARK ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.03.2021 décidant de renouveler pour une durée de 3 années consécutives à partir du 01.04.2021 jusqu'au 31.03.2024, la concession d'exploitation de l'espace HORECA (Bar-Restaurant) du Centre sportif du Parc de Woluwe attribuée à la S.R.L. SAUCE PARK, B.C.E. 0600.806.815, dont le siège social est désormais situé Vriendschapsstraat 39, 3090 Overijse, valablement représentée par son gérant, M. Michel SERSTÉ, sous la condition suspensive de l'adoption par le Conseil communal et le concessionnaire de l'avenant n° 1 à la convention de concession d'exploitation du Bar-Restaurant du centre sportif du parc de Woluwe ci-annexé ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30.03.2021 décidant d'adopter l'avenant n° 1 à ladite convention de concession ;

Considérant la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 et les mesures contraignantes adoptées par les autorités compétentes en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que ces mesures ont eu pour conséquence de limiter, voire rendre impossible l'exploitation de l'espace HORECA durant de nombreuses semaines au cours des années 2020, 2021 et 2022 ;

Considérant que cette impossibilité d'exploiter l'espace HORECA durant de nombreuses semaines a mis l'exploitant en difficulté sur le plan économique ;

Considérant que pour des raisons d'équité, en vue de maintenir l'équilibre économique de la convention tel qu'il avait été conçu lors de sa conclusion, il convient de prolonger d'une durée de dix mois la convention de concession précitée ainsi que son avenant n° 1 ;

Vu le projet d'avenant n° 2 à la convention de concession visant, d'une part, à prolonger la durée de la concession d'une durée d'un an, avec pour conséquence que ladite convention et ses avenants prendront fin au 31.03.2025 en lieu et place du 31.03.2024, et, d'autre part, à préciser à la marge certaines dispositions et obligations à charge du concessionnaire ;

DECIDE d'adopter l'avenant n° 2 à la convention de concession d'exploitation de l'espace HORECA (Bar-Restaurant) du Centre sportif du Parc de Woluwe attribuée à

la S.R.L. SAUCE PARK, B.C.E. 0600.806.815, dont le siège social est désormais situé Vriendschapsstraat 39, 3090 Overijse, valablement représentée par son gérant, M. Michel SERSTÉ, avec notamment pour conséquence que ladite convention et ses avenants prendront fin au 31.01.2025 en lieu et place du 31.03.2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

**GR - Gemeentelijke eigendommen - Sportcentrum van het Woluwepark -
Uitbating van de HORECA-ruimte (Bar-Restaurant) - Concessie - Aanhangsel
nr. 2 bij de concessieovereenkomst - Aanneming**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 234 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 26.02.2015 waarbij werd beslist de concessie voor de uitbating van de HORECA-ruimte (Bar-Restaurant) van het Sportcentrum van het Woluwepark te gunnen aan Dhr. Michel SERSTÉ, wonende in de Schrijnwerkerstraat 103 te 1200 Brussel, en Mevr. Valérie LECOMTE, voor rekening van een eventueel op te richten vennootschap, overeenkomstig de bepalingen van de uitbatingsconcessieovereenkomst en hun oorspronkelijke offerte ingediend op 31.10.2014 en hun aanvullende offerte d.d. 24.01.2015, voor een periode van 6 opeenvolgende jaren van 01.04.2015 tot 01.04.2021, met 3 jaar te verlengen op schriftelijk verzoek dat ten minste 6 maanden vóór de vervaldatum per aangetekende brief aan de gemeente wordt gericht ;

Gelet op de oprichting op 06.03.2015 door Dhr. Michel SERSTÉ, voornoemd, van de B.V.B.A. TAPASSOIF, K.B.O. 0600.806.815, waarvan de maatschappelijke zetel oorspronkelijk gevestigd was Edmond Galoppinlaan 1 te 1150 Brussel, en nu gevestigd is Vriendschapsstraat 39, 3090 Overijse, en waarvan hij de zaakvoerder is, met het oog op de uitbating van de HORECA-ruimte (Bar-Restaurant) van het Sportcentrum van het Woluwepark ;

Gelet op de beslissing van de Algemene Vergadering van B.V.B.A. TAPASSOIF van 20.06.2019, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad op 08.07.2019, om haar benaming te wijzigen en zich op te richten als B.V. onder de naam SAUCE PARK ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.03.2021 om de concessie voor de uitbating van de HORECA-ruimte (Bar-Restaurant) van het Sportcentrum van het Woluwepark, gegund aan de B.V. SAUCE PARK, K.B.O. 0600.806.815, te verlengen voor een periode van 3 opeenvolgende jaren, van 01.04.2021 tot 31.03.2024, met maatschappelijke zetel te Vriendschapsstraat 39, 3090 Overijse, geldig vertegenwoordigd door haar zaakvoerder, Dhr. Michel SERSTÉ, onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring door de Gemeenteraad en de concessiehouder van het aanhangsel nr. 1 aan de concessieovereenkomst voor de uitbating van het Bar-Restaurant van het Sportcentrum van het Woluwepark, hierbij gevoegd ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.01.2021 waarbij besloten werd om aanhangsel nr. 1 bij voornoemde concessieovereenkomst aan te nemen ;

Overwegende de gezondheidscrisis in verband met het coronavirus COVID-19 en de bindende maatregelen die de bevoegde autoriteiten hebben genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken ;

Overwegende dat deze maatregelen tot gevolg hebben gehad dat de uitbating van de HORECA-ruimte in 2020, 2021 en 2022 gedurende vele weken werd beperkt of zelfs onmogelijk werd gemaakt ;

Overwegende dat deze onmogelijkheid om de HORECA-ruimte uit te baten

gedurende vele weken de uitbater in economische moeilijkheden heeft gebracht ;
Overwegende dat het billijkheidshalve, met het oog op de handhaving van het economisch evenwicht van de overeenkomst zoals deze bij de sluiting ervan tot stand is gekomen, de bovengenoemde concessieovereenkomst en haar aanhangsel nr. 1 met tien maanden dient verlengd te worden ;

Gelet op het ontwerp van aanhangsel nr. 2 bij de concessieovereenkomst dat enerzijds ertoe strekt de duur van de concessie met één jaar te verlengen, met als gevolg dat de genoemde overeenkomst en de aanhangsels ervan op 31.03.2025 in plaats van op 31.03.2024 zullen aflopen ;

BESLUIT aanhangsel nr. 2 bij de concessieovereenkomst voor de uitbating van de HORECA-ruimte (Bar-Restaurant) van het Sportcentrum van het Woluwepark gegund aan B.V. SAUCE PARK, K.B.O. 0600.806.815, waarvan de maatschappelijke zetel nu Vriendschapsstraat 39, 3090 Overijse gevestigd is, geldig vertegenwoordigd door haar zaakvoerder, Dhr. Michel SERSTÉ, met als gevolg dat voornoemde overeenkomst en de aanhangsels ervan eindigen op 31.01.2025 in plaats van op 31.03.2024.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.02.2024/A/0007 **CC - Parking extérieur du Stockel Square - Action commerciale gratuite dans le cadre de l'utilisation du parking extérieur et souterrain du Stockel Square - Commune de Woluwe-Saint-Pierre, S.A. INTERPARKING et S.A. AXA BELGIUM - Convention tripartite fixant le cadre organisationnel et financier - Prolongation - Avenant n° 4 - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Vu la convention signée le 05.06.2003 entre la commune et la S.A. INTERPARKING relative à l'occupation à dater du 01.01.2003 pour une durée indéterminée d'une parcelle de terrain d'une superficie de 54 ares 03 ca, cadastrée section D n° 67t, jouxtant le centre commercial du Stockel Square, rue Dominique De Jonghe, 1150 Bruxelles, dont la commune est propriétaire, et ses avenants successifs ;

Vu la convention tripartite conclue par la commune, la S.A. INTERPARKING et la S.A. AXA BELGIUM en date du 10.05.2021 fixant le cadre organisationnel et financier relatif à l'action commerciale dans le cadre de l'utilisation du parking souterrain et extérieur du Stockel Square, visant à octroyer aux clients une gratuité d'1h30 pour l'utilisation des parkings précités entre 17:00 et 20:00 du lundi au vendredi ;

Vu l'avenant n° 1 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 24.05.2022 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2022 ;

Vu l'avenant n° 2 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 18.10.2022 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.01.2023 ;

Vu l'avenant n° 3 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 28.03.2023 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2023 ;

Considérant que les parties entendent désormais prolonger l'action jusqu'au 31.12.2024 ;

Vu l'avenant n° 4 à la convention tripartite précitée ci-annexé ;

Considérant qu'en raison de la prolongation de l'action commerciale, la contribution de la commune à cette action sera à nouveau financée via l'octroi d'une réduction sur le montant de la redevance payée trimestriellement par la S.A. INTERPARKING à la commune dans le cadre de la convention bipartite signée le 05.06.2003, telle que

modifiée par son avenant n° 9 ;

DECIDE :

1. d'adopter l'avenant n° 4 ci-annexé à la convention tripartite fixant le cadre organisationnel et financier relatif à l'action commerciale dans le cadre de l'utilisation du parking souterrain et extérieur du Stockel Square, laquelle a été conclue en date du 10.05.2021 entre la commune, la S.A. INTERPARKING, B.C.E. 0403.459.919, dont le siège social est situé rue Brederode 9, 1000 Bruxelles, et la S.A. AXA BELGIUM, B.C.E. 0404.483.367, dont le siège social est situé place du Trône 1, 1000 Bruxelles, lequel avenant vise à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2024 ;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

GR - Buitenparking van de Stockel Square - Gratis commerciële actie in verband met het gebruik van de buiten- en ondergrondse parking van de Stockel Square - Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, N.V. INTERPARKING en N.V. AXA BELGIUM - Driepartijenovereenkomst tot vaststelling van het organisatorisch en financieel kader - Verlenging - Aanhangsel nr. 4 - Aanneming

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 232 ;

Gelet op de op 05.06.2003 ondertekende overeenkomst tussen de gemeente en de N.V. INTERPARKING, met betrekking tot de bezetting vanaf 01.01.2003 voor onbepaalde duur van een perceel grond, met een oppervlakte van 54 are 03 ca, gekadastréerd als sectie D nr. 67t, grenzend aan het winkelcentrum van de Stockel Square, Dominique De Jonghestraat, 1150 Brussel, en de opeenvolgende aanhangsels ervan ;

Gelet op de driepartijenovereenkomst gesloten tussen de gemeente, de N.V. INTERPARKING en de N.V. AXA BELGIUM op 10.05.2021 waarin het organisatorisch en financieel kader wordt vastgelegd met betrekking tot de commerciële actie in het kader van het gebruik van de ondergrondse en buitenparking van de Stockel Square, om klanten gratis gebruik te laten maken van bovengenoemde parkeerplaatsen gedurende 1u30 tussen 17:00 en 20:00 van maandag tot en met vrijdag ;

Gelet op aanhangsel nr. 1 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 24.05.2022 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.12.2022 ;

Gelet op aanhangsel nr. 2 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 18.10.2022 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.01.2023 ;

Gelet op aanhangsel nr. 3 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 28.03.2023 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.12.2023 ;

Overwegende dat de partijen nu van plan zijn de actie te verlengen tot 31.12.2024 ;

Gelet op het hierbij gevoegd aanhangsel nr. 4 bij de voornoemde driepartijenovereenkomst ;

Overwegende dat de bijdrage van de gemeente aan deze actie, als gevolg van de verlenging van de commerciële actie, opnieuw zal worden gefinancierd via de toekenning van een korting op het bedrag van de retributie die de N.V.

INTERPARKING driemaandelijks aan de gemeente betaalt in het kader van de op 05.06.2003 ondertekende tweepartijenovereenkomst, zoals gewijzigd door het aanhangsel nr. 9 ;

BESLUIT :

1. aanhangsel nr. 4, in bijlage, bij de driepartijenovereenkomst waarin het organisatorisch en financieel kader wordt vastgelegd met betrekking tot de commerciële actie in het kader van het gebruik van de ondergrondse en buitenparking van de Stockel Square gesloten op 10.05.2021 tussen de gemeente, de N.V. INTERPARKING, K.B.O. 0403.459.919, met maatschappelijke zetel te Brederodestraat 9, 1000 Brussel, en de N.V. AXA BELGIUM, K.B.O. 0404.483.367, met maatschappelijke zetel te Troonplein 1, 1000 Brussel, dat tot doel heeft de commerciële actie te verlengen tot 31.12.2024, aan te nemen ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

20.02.2024/A/0008 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.06.2022, paru au Moniteur belge le 07.07.2022 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

GR - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke

bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23.06.2022, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 07.07.2022 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 140.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 140.000,00 EUR.

De Raad neemt kennis.

20.02.2024/A/0009 **CC - Cité de l'Amitié - Transformation du terrain de rugby en herbe en terrain synthétique - Engagements formels et approbation des tarifs - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Considérant que des subsides ont été demandés dans le cadre de l'appel à projets pour les infrastructures sportives communales, proposé par le Service Public Régional de Bruxelles ;

Considérant que le présent projet a été retenu par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par arrêté pour un montant total de subside fixé à 1.050.000,00 EUR ;

Considérant que des conditions doivent être respectées pour l'octroi de ce subside, et en particulier des engagements formels à prendre ;

Considérant que la commune doit s'engager à assurer l'entretien des projets subsidiés réalisés dans le cadre du marché n° 2024.032/A//2024.E031.01/SPORT.HE-AD relatif à la transformation du terrain de rugby en herbe en terrain synthétique à la Cité de l'Amitié ;

Considérant que la commune doit s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens subsidiés ;

Considérant que, pour l'obtention du taux majoré de subside de 70 %, la commune doit s'engager à mettre en place, dès l'exploitation du terrain de rugby, d'un tarif harmonisé à l'ensemble des utilisateurs bruxellois ;

DECIDE :

1. de s'engager à assurer l'entretien du terrain de rugby synthétique de la Cité de l'Amitié ;
2. de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens subsidiés ;
3. d'approuver la mise en place, dès l'exploitation du terrain de rugby, d'un tarif harmonisé à l'ensemble des utilisateurs bruxellois.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

GR - Vriendschapswijk - Wijziging van het grasrugbyveld in een synthetisch veld - Formele verbintenissen en goedkeuring van tarieven - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Overwegende dat subsidies werden aangevraagd in het kader van het projectoproep voor gemeentelijke sportinfrastructuur van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel ;
Overwegende dat onderhavige project geselecteerd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering door brief voor een totaalbedrag van de subsidie vastgesteld op 1.050.000,00 EUR ;

Overwegende dat voor de toekenning van deze subsidie voorwaarden moeten worden vervuld, en in het bijzonder formele verbintenissen genomen dienen te worden ;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om het onderhoud van de gesubsidieerde projecten te garanderen uitgevoerd in het kader van opdracht nr. 2024.032/A//2024.E031.01/SPORT.HE-AD betreffende de wijziging van het grasrugbyveld in een synthetisch veld in de Vriendschapswijk ;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om het gebruik van de gesubsidieerde goederen niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen ;

Overwegende dat, om het verhoogde subsidiepercentage van 70 % te verkrijgen, de gemeente zich ertoe moet verbinden om, zodra het rugbyveld in gebruik wordt genomen, een geharmoniseerd tarief voor alle gebruikers in Brussel in te voeren ;

BESLUIT :

1. zich ertoe te verbinden om het synthetisch rugbyveld van de Vriendschapswijk te onderhouden ;
2. zich ertoe te verbinden om het gebruik van de gesubsidieerde goederen niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen ;
3. de invoering goed te keuren, zodra het rugbyveld in gebruik wordt genomen, van een geharmoniseerd tarief voor alle gebruikers in Brussel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.02.2024/A/0010 **CC - Convention pour " VILLE-NATURE : Création d'un réseau de liaisons piétonnes dans le quartier du Chant d'Oiseau" - Subvention - Approbation - Exercices 2024 et 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ;

Vu la convention proposée par BRUXELLES ENVIRONNEMENT rédigeant les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention d'un montant de 200.000,00 EUR ;

Considérant que le planning et le contenu des phases peut être modifié en fonction des concertations et des études :

- *Article 5.3 : "(...) Toute modification à ce planning pourra être actée ultérieurement en comité d'accompagnement " ;*

Que les priorités des phases du projet peuvent dès lors évoluer et devront être confirmées en fonction des concertations et des études ; que BRUXELLES ENVIRONNEMENT confirme que cette modification peut intervenir ultérieurement en comité d'accompagnement ;

Entend les interventions de Mme Cathy VAESSEN et de Mme Sophie BUSSON , conseillers communaux ;

DECIDE d'approuver la convention passée avec Bruxelles Environnement, avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles, relative au projet "VILLE-NATURE : création d'un réseau de liaisons piétonnes dans le quartier du Chant d'oiseau" au cours des années 2024 et 2025.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

GR - Overeenkomst voor "STAD-NATUUR : Aanleg van een netwerk van voetgangersverbindingen in de Vogelzangwijk" - Subsidie - Goedkeuring - Dienstjaren 2024 en 2025

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117, lid 1 ;

Gelet op de door LEEFMILIEU BRUSSEL voorgestelde overeenkomst bepalende de modaliteiten voor de toekenning aan de begunstigde van een subsidie ten bedrage van 200.000,00 EUR ;

Overwegende dat het tijdschema en de inhoud van de fasen kunnen worden gewijzigd als gevolg van raadplegingen en studies- :

- *Artikel 5.3 : "(...) Eventuele wijzigingen in dit tijdschema kunnen op een later tijdstip worden overeengekomen door het begeleidingscomité" ;*

Dat de prioriteiten voor de fasen van het project dus kunnen wijzigen en bevestigd moeten worden in het licht van de raadplegingen en studies ; dat LEEFMILIEU BRUSSEL bevestigt dat deze wijziging op een later tijdstip door het begeleidingscomité mag worden doorgevoerd ;

Hoort de interventies van Mevr. Cathy VAESSEN en van Mevr. Sophie BUSSON, gemeenteraadsleden ;

BESLUIT de overeenkomst met LEEFMILIEU BRUSSEL, Havenlaan 86C/3000, 1000 Brussel, betreffende het project "STAD-NATUUR : aanleg van een netwerk van voetgangersverbindingen in de Vogelzangwijk" voor de jaren 2024 en 2025, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.02.2024/A/0011 **CC - Enseignement communal - Ecole maternelle néerlandophone de Joli-Bois - Reconstruction en CLT - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercices 2024 et 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la reconstruction en CLT de l'école maternelle néerlandophone de Joli-Bois ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2024.036/A//2024.E0xx.01/BAT.HE-OD de l'exercice 2024, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 1.327.881,27 EUR, hors T.V.A., soit 1.407.554,15 EUR, T.V.A. de 6 % comprise, et l'avis de marché ;

Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes,

sont inscrits à l'article 7210/723-60//081 (travail 0xx.01) et à l'article 7210/961-51//081 (Emprunt) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024, sous réserve d'approbation de la modification budgétaire par l'autorité de tutelle ;

Considérant que l'exécution ne se finalisant qu'en 2025, le solde des crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription à l'article 7210/723-60//081 et à l'article 7210/961-51//081 (Emprunt) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2024.036/A//2024.E0xx.01/BAT.HE-OD de l'exercice 2024, relatif à la reconstruction en CLT de l'école maternelle néerlandophone de Joli-Bois, sous réserve d'approbation de la modification budgétaire par l'autorité de tutelle, et sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires à l'article 7210/723-60//081 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure ouverte en application de l'article 36 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 1.327.881,27 EUR, hors T.V.A., soit 1.407.554,15 EUR, T.V.A. de 6 % comprise, et l'avis de marché.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

GR - Gemeentelijk onderwijs - Nederlandstalige kleuterschool van Mooi-Bos - Wederopbouw in CLT - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaren 2024 en 2025

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 36 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de wederopbouw in CLT van de Nederlandstalige kleuterschool van Mooi-Bos ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2024.036/A//2024.E0xx.01/BAT.HE-OD van het dienstjaar 2024, op het bestek, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 1.327.881,27 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 1.407.554,15 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht ;

Overwegende dat de nodige kredieten, respectievelijk in uitgaven en ontvangsten, ingeschreven zijn op het artikel 7210/723-60//081 (werk 0xx.01) en op het artikel 7210/961-51//081 (Lening) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging door de toezichthoudende overheid ;

Overwegende dat de uitvoering pas in 2025 zal voltooid worden, zal de saldo van de nodige kredieten, respectievelijk in uitgaven en ontvangsten, het voorwerp uitmaken van een voorstel aan de gemeenteraad voor inschrijving op het artikel 7210/723-

60//081 en op het artikel 7210/961-51//081 (Lening) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025, aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid voor te leggen ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2024.036/A//2024.E0xx.01/BAT.HE-OD van het dienstjaar 2024 betreffende de wederopbouw in CLT van de Nederlandstalige kleuterschool van Mooi-Bos, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging door de toezichthoudende overheid, en onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten op het artikel 7210/723-60//081 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

1. als plaatsingsprocedure, de openbare procedure te kiezen in toepassing van het artikel 36 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 1.327.881,27 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 1.407.554,15 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Environnement & Développement durable - Milieu & Duurzame ontwikkeling

20.02.2024/A/0012 CC - Environnement et Développement Durable - Subsidies en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable - Exercice 2024

LE CONSEIL,

Vu le crédit inscrit à l'article 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 en vue de permettre l'attribution de subsidies en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable ;

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsidies ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Échevins, inscrite dans la note de politique générale 2019-2024, d'amplifier les initiatives citoyennes de type "quartiers durables" ou favorisant la transition écologique ;

Considérant la stratégie pluriannuelle de répartition des subsidies inscrits à l'article 8790/332-02//099 sous la rubrique "Environnement - Développement durable - Subsidies aux associations environnementales et de développement durable" validée en séance du Conseil communal du 30.09.2014 et complétée en séance du Conseil communal du 20.12.2016 selon laquelle, d'une part, les associations environnementales et de Développement durable peuvent solliciter l'octroi d'un subside de soutien structurel annuel de la part de la commune et selon laquelle, d'autre part, des subsidies ponctuels peuvent également être sollicités pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant la réception par la commune du dossier de demande de subside ponctuel pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre de la part du QUARTIER DURABLE PALMIERS D'ÉLÉONORE, rue des Palmiers 78B, 1150 Bruxelles, pour l'organisation d'ateliers anti-gaspillages et de récup-réparation à destination des voisins et des résidents du Centre Fedasil ;

Considérant que le projet est estimé à 3.004,00 EUR, qu'il est proposé que la commune soutienne le projet à hauteur de 750,00 EUR et que 595,00 EUR ont déjà été octroyés en 2023 ;

DECIDE d'octroyer le crédit suivant inscrit à l'article 8790/332-02//099 du service

ordinaire du budget de l'exercice 2024 d'un montant de 155,00 EUR complémentaire en faveur du QUARTIER DURABLE PALMIERS D'ÉLÉONORE, rue des Palmiers 78B, 1150 Bruxelles, pour l'organisation d'ateliers anti-gaspillages et de récupération à destination des voisins et des résidents du Centre Fedasil du quartier, considérant que le projet est estimé à 3.004,00 EUR, qu'il est proposé que la commune soutienne le projet à hauteur de 750,00 EUR et que 595,00 EUR ont déjà été octroyés en 2023.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

GR - Milieu en Duurzame Ontwikkeling - Subsidies ten gunste van verenigingen werkzaam in diverse milieuprojecten en duurzame ontwikkelingsprojecten - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op het krediet ingeschreven op het artikel 8790/332-02//099 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024, om de toekenning van subsidies aan verenigingen werkzaam in diverse projecten op het gebied van milieu en duurzame ontwikkeling mogelijk te maken ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de namen van de verenigingen die deze subsidies ontvangen, moet preciseren ;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de burgerinitiatieven zoals "duurzame wijken" of het bevorderen van ecologische transitie wenst uit te breiden, zoals vastgelegd in de Algemene Beleidsnota 2019-2024 ;

Overwegende de meerjarenstrategie voor de verdeling van de subsidies ingeschreven op het artikel 8790/332-02//099 onder de rubriek "Milieu - Duurzame ontwikkeling - Subsidies aan verenigingen voor milieu en duurzame ontwikkeling", gevalideerd op de zitting van de Gemeenteraad van 30.09.2014 en vervolledigd op de zitting van de Gemeenteraad van 20.12.2016, waarbij de verenigingen voor milieu en duurzame ontwikkeling een jaarlijkse structurele subsidie kunnen aanvragen bij de gemeente, en waarbij zij anderzijds ook eenmalige subsidies kunnen aanvragen voor kleine duurzame ontwikkelingsinitiatieven in Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende de ontvangst door de gemeente van aanvraagdossiers voor eenmalige subsidies voor kleine duurzame ontwikkelingsinitiatieven in Sint-Pieters-Woluwe van de "QUARTIER DURABLE PALMIERS D'ÉLÉONORE", Palmboomstraat 78B, 1150 Brussel voor de organisatie van antiververspilling- en recuperatie-herstelworkshops voor burens en bewoners van het Fedasil-centrum ;

Overwegende dat het project op 3.004,00 EUR geraamd wordt, wordt voorgesteld dat de gemeente het project ondersteunt voor een bedrag van 750,00 EUR en dat in 2023 reeds 595,00 EUR is toegekend ;

BESLUIT het volgende krediet dat ingeschreven is op het artikel 8790/332-02//099 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 toe te kennen voor een bedrag van 155,00 EUR ten gunste van de "QUARTIER DURABLE PALMIERS D'ÉLÉONORE", Palmboomstraat 78B, 1150 Brussel voor de organisatie van antiververspilling- en recuperatie-herstelworkshops voor burens en bewoners van het Fedasil-centrum, overwegende dat het project op 3.004,00 EUR geraamd wordt, wordt voorgesteld dat de gemeente het project ondersteunt voor een bedrag van 750,00 EUR en dat reeds 595,00 EUR werd toegekend in 2023.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Urbanisme Planification et aménagement du territoire - Stedenbouwplanning en inrichting van het grondgebied

20.02.2024/A/0013 **CC - Urbanisme - Elaboration d'un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné (R.C.U.Z.) - Plateau de Stockel - Approbation provisoire**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (Co.B.A.T.), adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004, notamment ses articles 91, 92, 93 du chapitre III intitulé « des règlements communaux d'urbanisme » lesquels font, pour la procédure d'élaboration des règlements communaux d'urbanisme zonés, applicables à une partie du territoire communal, un renvoi aux règles applicables à l'adoption des plans particuliers d'affectation du sol sous réserve de certaines exceptions énumérées par l'article 92 du Co.B.A.T. ;

Considérant la volonté communale depuis 2017 d'adopter un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné (R.C.U.Z.) pour le « Plateau de Stockel » lequel est délimité par les voiries suivantes : avenue Edmond Parmentier, avenue Grandchamp, val des Seigneurs, avenue Alfred Madoux, avenue Orban et avenue de Tervueren en ce compris les rives et parcelles ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30.06.2020 décidant d'ouvrir la procédure d'adoption d'un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le "Plateau de Stockel" délimité par les voiries suivantes : avenue Edmond Parmentier, avenue Grandchamp, val des Seigneurs, avenue Alfred Madoux, avenue Orban et avenue de Tervueren en ce compris les rives et parcelles ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.07.2020 décidant de transmettre la décision du Conseil communal du 30.06.2020 décidant d'ouvrir la procédure d'adoption d'un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le "Plateau de Stockel" ainsi que le dossier préalable tel que défini à l'article 44, § 1er du Co.B.A.T., à l'administration en charge de l'urbanisme et à l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, en vue de recueillir leurs avis respectifs ;

Vu le courrier de Bruxelles Environnement du 08.09.2020 estimant nécessaire de réaliser un Rapport sur les Incidences Environnementales (R.I.E.) dans le cadre de la réalisation d'un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le "Plateau de Stockel" ;

Vu le courrier d'Urban Brussels du 16.09.2020 favorable à l'élaboration du Règlement Communal d'Urbanisme Zoné ayant pour ambition la préservation et la valorisation des patrimoines bâti et végétal du Plateau de Stockel et par la mise en place d'une urbanisation progressive et intégrée dans le respect des caractéristiques paysagères de ce plateau ;

Considérant les travaux du Comité d'Accompagnement au cours des 6 réunions tenues les 28.04.2021, 11.06.2021, 29.09.2022, 25.11.2022, 03.02.2023 et 14.04.2023 ;

Considérant que ces travaux ont permis l'élaboration du Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le "Plateau de Stockel" et de son Rapport sur les Incidences Environnementales ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26.10.2023 décidant de transmettre le projet de Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le "Plateau de Stockel" et le Rapport sur les Incidences Environnementales au Comité d'Accompagnement pour clôture ;

Vu le procès-verbal de clôture du R.I.E. du 07.12.2023 ;

Vu la notification de clôture du R.I.E. du Comité d'Accompagnement au Collège des Bourgmestre et Echevins du 14.12.2023 ;

Vu le projet de Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le "Plateau de Stockel" et Rapport sur les Incidences Environnementales annexés et faisant partie intégrante

de la présente délibération ;

Considérant que l'adoption provisoire de ce Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le "Plateau de Stockel" s'inscrit dans ce cadre ;

DECIDE :

- d'adopter provisoirement le projet de Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le "Plateau de Stockel" pour les considérations reprises ci-avant ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'accomplissement des formalités légales en vue d'une adoption définitive dudit règlement par le Conseil communal.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

GR - Stedenbouw - Opstellen van een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening (Z.Gem.S.V.) - Plateau van Stokkel - Voorlopige goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikel 117 ;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (B.W.R.O.), aangenomen bij besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 april 2004, in het bijzonder de artikels 91, 92 en 93 van hoofdstuk III "Gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen" die voor de procedure voor het opstellen van zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen die van toepassing zijn op een deel van het gemeentelijk grondgebied, verwijzen naar de regels die van toepassing zijn op de goedkeuring van bijzondere bestemmingsplannen onder voorbehoud van bepaalde uitzonderingen die worden opgesomd in artikel 92 van de B.W.R.O. ;

Overwegende de wil van de gemeente om sinds 2017 een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening (Z.Gem.S.V.) aan te nemen voor het "Plateau van Stokkel" dat afgebakend wordt door de volgende wegen : Edmond Parmentierlaan, Grootveldlaan, Herendal, Alfred Madouxlaan, Orbanlaan en Tervurenlaan, met inbegrip van de randafwerkingen en de percelen ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.06.2020 waarbij besloten werd de procedure in te leiden voor de goedkeuring van een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" dat wordt afgebakend door de volgende wegen : Edmond Parmentierlaan, Grootveldlaan, Herendal, Alfred Madouxlaan, Orbanlaan en Tervurenlaan, met inbegrip van de randafwerkingen en de percelen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.07.2020 waarbij besloten werd de beslissing van de Gemeenteraad van 30.06.2020 om de procedure voor de goedkeuring van een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" in te leiden, evenals het voorbereidend dossier zoals bepaald in artikel 44, § 1 van het B.W.R.O., over te maken aan de administratie bevoegd voor stedenbouw en aan het Brussels Instituut voor Milieubeheer, met het oog op het inwinnen van hun respectieve adviezen ;

Gelet op de brief van Leefmilieu Brussel van 08.09.2020 waarbij het noodzakelijk geacht werd om een Milieueffectenrapport (M.E.R.) op te stellen in het kader van de opstelling van een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" ;

Gelet op de brief van Urban Brussels van 16.09.2020 die zijn steun betuigt aan de opstelling van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening, die tot doel heeft het bouwkundig en plantaardig erfgoed van het Plateau van Stokkel te bewaren

en te valoriseren door een geleidelijke, geïntegreerde verstedelijking in te voeren die de landschappelijke kenmerken van het plateau respecteert ;
Overwegende de werkzaamheden van het Begeleidingscomité tijdens de 6 vergaderingen op 28.04.2021, 11.06.2021, 29.09.2022, 25.11.2022, 03.02.2023 en 14.04.2023 ;
Overwegende dat dit werk tot het opstellen van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" en het bijbehorende Milieueffectenrapport leidde ;
Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en de Schepenen van 26.10.2023 waarbij besloten werd om het ontwerp van Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" en het Milieueffectenrapport door te sturen naar het Begeleidingscomité voor afsluiting ;
Gelet op het proces-verbaal van sluiting van het M.E.R. van 07.12.2023 ;
Gelet op de kennisgeving van sluiting van het M.E.R. door het Begeleidingscomité aan het College van Burgemeester en Schepenen van 14.12.2023 ;
Gelet op het ontwerp van Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" en het Milieueffectrapport dat als bijlage bij deze beraadslaging is gevoegd en er integraal deel van uitmaakt ;
Overwegende dat de voorlopige aanneming van deze Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" binnen dit kader valt ;

BESLUIT :

- het ontwerp van Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" voorlopig aan te nemen om de hierboven uiteengezette redenen ;
- het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met het vervullen van de wettelijke formaliteiten met het oog op de definitieve aanneming van voornoemde verordening door de Gemeenteraad.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

20.02.2024/A/0014 **CC - Enseignement fondamental francophone - Ecole du Centre - Participation au projet PECA - Convention - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le décret Mission du 24.07.1997 prônant le développement de la confiance en soi, le développement de la personne, l'appropriation de savoirs et de compétences culturelles et des chances égales d'émancipation sociale ;

Considérant que le Pacte pour un Enseignement d'excellence prévoit que chaque élève puisse bénéficier d'un parcours d'éducation culturelle et artistique (PECA) en visant pour tous les élèves, depuis l'entrée en maternelle jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, un accès égal à la culture et à l'art en lien avec la réalisation des droits culturels de chaque enfant ;

Vu l'appel à projet "Méliès" lancé par la F.W.B. dans la circulaire 8907 du 26.04.2023 ayant pour but de permettre aux élèves, en l'espace de trois séquences d'activité, de rencontrer des œuvres et/ou artistes, de pratiquer une activité culturelle et artistique et d'acquérir des connaissances dans les domaines des images animées et d'éducation aux médias ;

Considérant l'attrait pédagogique de ce projet ayant pour objectif la création d'œuvres grâce à la présence d'un artiste dans l'école tout en ayant pour objectif de s'inscrire dans la dynamique pédagogique de l'établissement ;

Considérant que le budget alloué par la F.W.B. sera entièrement géré par l'A.S.B.L. CINEDIT - Smala Cinéma et qu'aucune transaction ne se fera via les comptes communaux ;

DECIDE :

1. d'approuver la convention de partenariat pour l'organisation d'un projet "Projet Méliès 2023-2024" entre l'école du Centre et l'A.S.B.L. CINEDIT - Smala Cinéma ;
2. de désigner Mme Sophie HOUGARDY, directrice, en qualité de garante de l'organisation de ce projet dans l'établissement scolaire.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

GR - Franstalig basisonderwijs - "Ecole du Centre" - Deelname aan het PECA-project - Overeenkomst - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het "Missie"-decreet van 24.07.1997 waarin wordt gepleit voor de ontwikkeling van het zelfvertrouwen, de ontplooiing van de persoon, de toe-eigening van culturele kennis en vaardigheden en gelijke kansen voor maatschappelijke emancipatie ;

Overwegende dat het "Pacte pour un Enseignement d'excellence" bepaalt dat elke leerling moet kunnen genieten van een cultureel en artistiek onderwijs traject (PECA) door ernaar te streven dat alle leerlingen vanaf het begin van de kleuterschool tot het einde van de leerplicht gelijke toegang hebben tot cultuur en kunst in overeenstemming met de verwezenlijking van de culturele rechten van elk kind ;

Gelet op de projectoproep "Méliès", gelanceerd door de F.W.B. in omzendbrief 8907 van 26.04.2023, die tot doel heeft leerlingen in drie activiteitensequenties kennis te laten maken met werken en/of kunstenaars, een culturele en artistieke activiteit te laten uitoefenen en kennis te laten verwerven op het gebied van bewegend beeld en media-educatie ;

Overwegende de pedagogische aantrekkingskracht van dit project, dat tot doel heeft kunstwerken tot stand te brengen dankzij de aanwezigheid van een kunstenaar in de school, en dat tegelijkertijd tot doel heeft deel uit te maken van de pedagogische dynamiek van de schoolinstelling ;

Overwegende dat het door de F.W.B. toegewezen budget volledig door "de V.Z.W. CINEDIT - Smala Cinéma" zal worden beheerd en dat geen enkele transactie via de gemeenterekeningen zal verlopen ;

BESLUIT :

1. de partnerschapsovereenkomst goed te keuren voor de organisatie van een project "Méliès 2023-2024" tussen "l'école du Centre" en de V.Z.W. CINEDIT - Smala Cinéma ;
2. Mevr. Sophie HOUGARDY, directrice, aan te wijzen als borg voor de organisatie van dit project in de schoolinstelling.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.02.2024/A/0015 **GR - Nederlandstalig deeltijds kunstonderwijs - Academie voor muziek, woord en dans - Oprichting vierde graad dans**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 09.03.2018 betreffende deeltijds kunstonderwijs ;
Gelet op de omzendbrief DKO/2018/06 van 16.03.2018 betreffende programmatie, rationalisatie en onderwijsbevoegdheid in het deeltijds kunstonderwijs, met name hoofdstuk 6 betreffende onderwijsbevoegdheid ;
Gelet op de nota van 19.12.2023, opgemaakt door Dhr. Joris VERSCHUEREN, vastbenoemde directeur van de Academie voor muziek, woord en dans ;
Overwegende dat onze academie aan alle criteria voldoet om een vierde graad dans in te richten :

- de academie moet voor al haar domeinen en structuuronderdelen (ongeacht het domein), op 1 februari van het voorgaande schooljaar de rationalisatienormen bereiken ;
- de oprichting van een structuuronderdeel gebeurt in een domein dat al is opgericht of waarvan de oprichting is gestart het vorige schooljaar ;
- het structuuronderdeel moet gedurende de oprichting voldoen aan de programmatienormen ;

Overwegende dat het belangrijk is voor een academie om de organisatie van het aanbod aan te passen aan de noden en interesses van de leerlingen ;

Overwegende dat de academie een aanvraag wilt indienen voor de oprichting vierde graad dans ;

Overwegende dat een aanvraag tot onderwijsbevoegdheid uiterlijk 1 maart voorafgaand aan het schooljaar waarin de oprichting start, ingediend moet worden ;

BESLUIT de oprichting van een vierde graad dans te aanvaarden.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Famille, Jeunesse, Seniors, Santé et Service social - Familie, Jeugd, Senioren, Gezondheid en Sociale zaken

20.02.2024/A/0016 **CC - Egalité des chances - Spectacle "Pousser les murs" - Contrat Théâtre CREANOVA - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 1 et 236 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1°, d) ii ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant que le service des Affaires sociales programme une pièce de théâtre dans le cadre de sa compétence égalité des chances et famille dans le Centre de Congrès de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu que la Commune engage une troupe théâtrale qui

traite de l'égalité des chances et des familles monoparentales dans son spectacle et établit le contrat y relatif pour la représentation qui aura lieu le vendredi 15.03.2024 ;

Considérant que la troupe suivante a été retenue, à savoir : THEATRE CREANOVA, rue de la Victoire 96, 1060 Bruxelles, B.C.E. 0675.453.758 ;

DECIDE :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée sans publication préalable - article 42, § 1, 1°, d) ii de la loi du 17.06.2016 ;
2. d'accepter la limitation de la liste des opérateurs consultés pour l'attribution du présent marché ;
3. d'approuver le contrat ci-annexé de la troupe théâtrale suivante pour la représentation qui aura lieu le vendredi 15.03.2024 : THEATRE CREANOVA, rue de la Victoire 96, 1060 Bruxelles, B.C.E. 0675.453.758.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

GR - Gelijke kansen - Voorstelling "Pousser les murs" - Overeenkomst Théâtre CREANOVA - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117, lid 1, 234, § 1 en 236 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid op artikel 42, § 1, 1°, d) ii ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in de traditionele sectoren ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten ;

Overwegende dat de dienst Sociale zaken belast was met de programmering van een toneelstuk in het kader van zijn bevoegdheid in verband met de gelijke kansen en de familiezaken in het Congrescentrum van Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is dat de gemeente een theatergezelschap inhuurt die het thema van gelijke kansen en de alleenstaande ouders ter sprake brengt en de desbetreffende contract opstelt voor de voorstellingen die op vrijdag 15.03.2024 zal plaatsvinden ;

Overwegende dat de volgende bedrijf is geselecteerd, namelijk : THEATRE CREANOVA, Overwinningstraat 96, 1060 Brussel, K.B.O. 0675.453.758 ;

BESLUIT :

1. de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking te kiezen als gunningsprocedure - artikel 42, § 1, 1°, d) ii van de wet van 17.06.2016 ;
2. de beperking van de lijst van voor de gunning van deze opdracht geraadpleegde exploitanten te aanvaarden ;
3. de bijgevoegde overeenkomst van de volgende theatergezelschap voor de voorstelling die op vrijdag 15.03.2024 zal plaatsvinden, goed te keuren : THEATRE CREANOVA, Overwinningstraat 96, 1060 Brussel, K.B.O. 0675.453.758.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Taxes - Belastingen

20.02.2024/A/0017 **CC - Règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs - Modification**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs, voté par le Conseil communal en séance du 19.12.2023, devenu obligatoire en date du 25.12.2023, applicable pour la période du 01.01.2024 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 et le 17.12.2019 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28.10.2019 modifiant l'arrêté ministériel du 15.03.2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers ;

Vu la loi du 07.01.2024 modifiant l'ancien Code civil et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assouplir la procédure de changement de nom qui entre en vigueur le 01.07.2024 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer la délivrance de documents administratifs visées par le présent règlement-taxe de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les communes ont entre autres compétences de délivrer des documents administratifs ; qu'à cet égard il est admissible qu'elles fassent contribuer les citoyens aux dépenses liées à la délivrance de documents administratifs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.03.2024 au 31.12.2025, une taxe communale sur la délivrance de documents administratifs, à l'exception du point 17 de l'article 3 dont la taxe communale n'est établie qu'à partir du 01.07.2024.

Article 2.-

La taxe relative à la délivrance de documents administratifs est perçue au comptant.

TAUX

Article 3.-

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1. **Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques aux enfants de nationalité belge âgés de moins de 12 ans (kids-ID) :**
 - 1.1. Procédure normale
3,30 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
 - 1.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)
8,10 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
2. **Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques pour Belges :**
 - 2.1. Procédure normale
8,30 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
 - 2.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)
18,10 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
3. **Sur la demande et/ou l'activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique :**
10,00 EUR ;
4. **Sur la demande et/ou l'activation d'une clé numérique :**
10,00 EUR ;
5. **Sur la délivrance de passeports :**
 - 5.1. Pour les ressortissants belges âgés de moins de 18 ans
10,00 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
 - 5.2. Pour les ressortissants belges âgés de 18 ans et plus
20,00 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
6. **Sur la délivrance de documents de voyage belge pour apatrides, réfugiés et étrangers qui ne peuvent obtenir de document de voyage auprès de leur propre autorité nationale ou d'une instance internationale :**
 - 6.1. Pour les personnes âgés de moins de 18 ans
10,00 EUR ;
 - 6.2. Pour les personnes âgés de 18 ans ou plus
20,00 EUR ;
7. **Sur la délivrance de documents administratifs aux étrangers :**
 - 7.1. Certificats d'identité pour les enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans
2,00 EUR ;
 - 7.2. Cartes d'identité électroniques pour les enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans
 - 7.2.1. Procédure normale
3,30 EUR ;
 - 7.2.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)
8,10 EUR ;
 - 7.3. Frais d'ouverture et suivi de dossier
10,00 EUR par personne ;
 - 7.4. Attestations d'immatriculation
- 15,00 EUR pour un titre de séjour ;
- 5,00 EUR pour une prorogation ;
 - 7.5. Titres de séjour électroniques

7.5.1. Procédure normale

- 7,80 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, a) à e), m) et n) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;
- 8,30 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, f) à l) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;
- 7,80 EUR pour un titre de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait visé à l'article 31,14° et 15° de l'arrêté royal du 24.12.2020 ;

7.5.2. Procédure d'urgence

- 18,10 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, a) à n) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;
- 18,10 EUR pour un titre de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait visé à l'article 31,14° et 15° de l'arrêté royal du 24.12.2020 ;

7.6. Annexes 3 et 3ter - Déclarations d'arrivée et de présence et accusé de réception 9bis

15,00 EUR ;

7.7. Annexe 3 bis - Engagement de prise en charge

10,00 EUR ;

7.8. Annexe 15 - Attestations

10,00 EUR ;

7.9. Annexe 16 - Demande d'autorisation d'établissement ou d'acquisition du statut de résident de longue durée

10,00 EUR ;

7.10. Annexes 19 - Demande d'attestation d'enregistrement ou de carte d'identité d'étranger en qualité de ressortissant suisse

10,00 EUR ;

7.11. Annexes 19ter - Demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne ou de carte d'identité d'étranger en qualité de membre de la famille d'un ressortissant suisse

10,00 EUR ;

7.12. Annexes 22 - Demande de séjour permanent

10,00 EUR ;

7.13. Annexe 32 et 32bis - Engagement de prise en charge pour étudiant

10,00 EUR ;

7.14. Annexes 33 et 33ter - Documents de séjour

10,00 EUR ;

7.15. Annexes 35 - Documents spéciaux de séjour

10,00 EUR pour une première délivrance ou une prorogation ;

7.16. Annexe 41bis - Attestation de réception d'une demande d'autorisation de séjour

10,00 EUR pour une délivrance ou un prorogation ;

7.17. Annexes 49 - Attestation

10,00 EUR ;

7.18. Annexes 50 - Attestation de dépôt d'une demande de renouvellement de séjour

10,00 EUR ;

7.19. Annexes 51 - Document provisoire de séjour

10,00 EUR ;

7.20. Annexes 56 - Attestation pour bénéficiaires de l'accord de retrait - séjour

10,00 EUR ;

7.21. Annexes 58 - Demande de statut de bénéficiaire de l'accord de retrait

10,00 EUR ;

- 7.22. Permis de travail
10,00 EUR ;
- 7.23. Introduction et suivi d'un dossier de demande d'autorisation de séjour (article 25/2 de l'arrêté royal du 08.10.1981 et articles 9bis, 10 et 12bis de la loi du 15.12.1980)
50,00 EUR par dossier ;
8. **Sur la délivrance de permis de conduire :**
- 8.1. Permis de conduire de tout type ou modèle, provisoire ou définitif
8,00 EUR ;
- 8.2. Echange de permis de conduire étranger
12,00 EUR ;
- 8.3. Duplicata, changement de catégorie, etc.
8,00 EUR ;
- 8.4. Permis de conduire international
12,00 EUR ;
9. **Sur la légalisation de signatures :**
10,00 EUR par légalisation ;
10. **Sur la certification pour copies conformes :**
10,00 EUR ;
11. **Sur l'introduction et le suivi d'un dossier relatif à la nationalité :**
50,00 EUR ;
12. **Sur la confection et la délivrance de carnets de mariage :**
25,00 EUR ;
13. **Sur la déclaration de cohabitation légale :**
20,00 EUR ;
14. **Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité :**
20,00 EUR ;
15. **Sur la demande d'enregistrement d'un acte d'état civil étranger ou d'une décision judiciaire ou administrative étrangère dans la "Banque de données des Actes de l'Etat Civil" (BAEC) servant de base pour l'inscription ou la mise à jour dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou pour l'établissement ou la modification d'un acte de l'état civil :**
50,00 EUR ;
16. **Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de prénoms :**
490,00 EUR ;
La taxe peut toutefois être réduite à 49,00 EUR dans les cas suivants :
- lorsque la personne a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement. Cette demande doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur ;
- lorsque le prénom est ridicule ou odieux ;
- lorsque le prénom est de consonance étrangère ;
- lorsque le prénom est de nature à prêter à confusion ;
- lorsque le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe diacritique ou de ponctuation ;
- lorsque le prénom est abrégé ;
17. **Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de nom :**
140,00 EUR ;
18. **Sur la délivrance de renseignements urbanistiques :**
80,00 EUR ;

Le montant de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation conformément à l'ordonnance du 30.11.2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 05.06.1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

19. Sur la délivrance de documents reprenant les données personnelles que contient un fichier au sujet de la personne qui en demande communication

:
10,00 EUR quel que soit le nombre de fichiers pour lesquels la communication est demandée ;

20. Sur l'inscription dans les registres communaux après une radiation d'office

:
50,00 EUR.

Article 4.-

Les taux de la taxe sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Sauf pour la délivrance de renseignements urbanistiques, ceux de l'exercice d'imposition en cours sont calculés selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice de novembre 2022.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents.

CONTRIBUABLE

Article 5.-

La taxe est due par la personne physique ou morale qui demande le document.

Aucun remboursement ne sera effectué en cas de demande d'annulation d'un dossier pour quelque raison que ce soit.

EXONERATIONS

Article 6.-

Sont exonérés de la taxe :

- a. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux particuliers à destinations du C.P.A.S. ;
- b. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux particuliers en matière fiscale, de pension légale, de distinction honorifique, de prêt hypothécaire, de demande de primes régionales, de demande de bourses d'études, d'allocations sociales (allocations familiales, allocations pour personnes handicapées), de mutuelle, de tarif social (tarif téléphonique social, tarif solidaire, ...) ainsi que ceux délivrés aux personnes à la recherche d'un logement social ;
- c. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux chômeurs et aux jeunes chercheurs d'emploi en période d'attente d'allocation de chômage, sur présentation, d'une part, de la carte de contrôle C 3 A et, d'autre part, du document A 23 et ce, uniquement en vue de la recherche d'un emploi ainsi que ceux délivrés dans le cadre de la conservation d'un emploi ;
- d. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées dans le cadre d'opérations humanitaires et de bénévolat ;
- e. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ;
- f. l'enregistrement d'un acte de décès étranger dans la "Banque de données des Actes de l'Etat Civil" (BAEC) servant de base pour la mise à jour dans le

registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou pour l'établissement ou la modification d'un acte de l'état civil.

RECOUVREMENT

Article 7.-

La taxe est payable dans les 15 jours de l'envoi de la demande de paiement. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 8.-

A défaut de paiement intégral de la taxe, une sommation de payer la taxe due est envoyée au contribuable par recommandé.

Les frais de l'envoi recommandé sont à charge du redevable ou du codébitéur.

Article 9.-

Il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

Article 10.-

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal par la remise d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle et d'une copie de l'avertissement-extrait de rôle.

RECLAMATIONS

Article 11.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter soit de la date de la notification de la taxe, soit de la perception au comptant, soit du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Article 12.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Article 13.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 14.-

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant.

Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

Article 15.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 14 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 16.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables aux taxes communales.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

GR - Belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 19.12.2023, verbindend geworden op datum van 25.12.2023, toepasselijk voor de periode van 01.01.2024 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 en op 17.12.2019 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 28.10.2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 15.03.2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen ;

Gelet op de wet van 07.01.2024 tot wijziging van het oud Burgerlijk Wetboek en het Wetboek der registratie-, hypotheek en griffierechten teneinde de procedure voor naamsverandering te versoepelen die in werking op 01.07.2024 treedt ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basissen en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende

overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;
Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften ;
Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit belastingreglement beoogde afgifte van bestuursdocumenten te belasten teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden ;
Overwegende dat de gemeenten onder meer bevoegd zijn voor de afgifte van bestuursdocumenten ; dat het in dit opzicht toelaatbaar is dat zij de burgers in de uitgaven verbonden aan de afgifte van bestuursdocumenten laat bijdragen ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten als volgt te wijzigen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.03.2024 tot 31.12.2025, een gemeentebelasting geheven op de afgifte van bestuursdocumenten, met uitzondering van punt 17 van artikel 3 waarvan de gemeentebelasting pas wordt geheven vanaf 01.07.2024.

Artikel 2.-

De belasting betreffende de afgifte van bestuursdocumenten wordt contant geïnd.

AANSLAGVOET

Artikel 3.-

De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

1. **Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten aan kinderen van Belgische nationaliteit onder de 12 jaar (kids-ID) :**
 - 1.1. Normale procedure**
3,30 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 1.2. Spoedprocedure** (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)
8,10 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
2. **Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten voor Belgen :**
 - 2.1. Normale procedure**
8,30 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 2.2. Spoedprocedure** (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)
18,10 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
3. **Op de aanvraag en/of activering van nieuwe codes voor een elektronische identiteitskaart :**
10,00 EUR per aanvraag en/of activering ;
4. **Op de aanvraag en/of activering van een digitale sleutel :**
10,00 EUR per aanvraag en/of activering ;
5. **Op de afgifte van reispassen :**
 - 5.1. Voor Belgische onderdanen tot 18 jaar**
10,00 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 5.2. Voor Belgische onderdanen vanaf 18 jaar**
20,00 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
6. **Op de afgifte van Belgische reisdocumenten voor staatlozen, vluchtelingen en vreemdelingen die geen reisdocument kunnen bekomen bij hun eigen nationale overheid of bij een internationale instantie :**
 - 6.1. Voor personen tot 18 jaar**

10,00 EUR ;

6.2. Voor personen vanaf 18 jaar

20,00 EUR ;

7. Op de afgifte van bestuursdocumenten aan de vreemdelingen :

7.1. Identiteitsbewijzen voor kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar

2,00 EUR

7.2. Elektronische identiteitskaarten aan kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar

7.2.1. Normale procedure

3,30 EUR ;

7.2.2. Spoedprocedure (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)

8,10 EUR ;

7.3. Kosten voor het openen en de follow-up van een dossier

10,00 EUR per persoon ;

7.4. Attesten van immatriculatie

- 15,00 EUR voor een verblijfsvergunning ;

- 5,00 EUR voor een verlenging ;

7.5. Elektronische verblijfsvergunningen

7.5.1. Normale procedure

- 7,80 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, a) tot e), m) en n) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;

- 8,30 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, f) tot l) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;

- 7,80 EUR voor een verblijfsvergunning voor de begunstigden van het terugtrekkingsakkoord bedoeld in artikel 31, 14° en 15° van het koninklijk besluit van 24.12.2020 ;

7.5.2. Spoedprocedure

- 18,10 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, a) tot n) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;

- 18,10 EUR voor een verblijfsvergunning voor de begunstigden van het terugtrekkingsakkoord bedoeld in artikel 31, 14° en 15° van het koninklijk besluit van 24.12.2020 ;

7.6. Bijlagen 3 en 3ter - Aankomst- en aanwezigheidsverklaringen en ontvangstbewijs 9bis

15,00 EUR ;

7.7. Bijlagen 3bis - Verbintenis tot tenlasteneming

10,00 EUR ;

7.8. Bijlagen 15 - Attest

10,00 EUR ;

7.9. Bijlagen 16 - Aanvraag van machtiging tot vestiging of tot het verkrijgen van de status van langdurig ingezetene

10,00 EUR ;

7.10. Bijlagen 19 - Aanvraag van een verklaring van inschrijving of van een identiteitskaart voor vreemdelingen in de hoedanigheid van Zwitserse onderdaan

10,00 EUR ;

7.11. Bijlagen 19ter - Aanvraag voor een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Europese Unie of voor een identiteitskaart voor vreemdelingen, in de hoedanigheid van familielid van een Zwitserse onderdaan

10,00 EUR ;

7.12. Bijlagen 22 - Aanvraag om duurzaam verblijf

- 10,00 EUR ;
- 7.13. Bijlagen 32 en 32bis - Verbintenis tot tenlasteneming voor studenten
10,00 EUR ;
- 7.14. Bijlagen 33 en 33ter - Verblijfsdocumenten
10,00 EUR ;
- 7.15. Bijlagen 35 - Bijzondere verblijfsdocumenten
10,00 EUR ;
- 7.16. Bijlagen 41bis - Bewijs van ontvangst van een aanvraag voor een machtiging tot verblijf
10,00 EUR ;
- 7.17. Bijlagen 49 - Attest
10,00 EUR ;
- 7.18. Bijlagen 50 - Attest van indiening van een aanvraag voor verlenging van het verblijf
10,00 EUR ;
- 7.19. Bijlagen 51 - Voorlopig verblijfsdocument
10,00 EUR ;
- 7.20. Bijlagen 56 : Attest voor begunstigen van het terugtrekkingsakkoord - verblijf
10,00 EUR ;
- 7.21. Bijlagen 58 : Aanvraag voor een status van begunstigde van het terugtrekkingsakkoord
10,00 EUR ;
- 7.22. Werkvergunningen
10,00 EUR ;
- 7.23. Indienen en follow-up van een dossier van aanvraag tot verblijf (artikel 25/2 van het koninklijk besluit van 08.10.1981 en artikels 9bis, 10 en 12bis van de wet van 15.12.1980)
50,00 EUR per dossier ;
8. **Op de afgifte van rijbewijzen :**
- 8.1. Rijbewijs van elk type of model, voorlopig of definitief
8,00 EUR ;
- 8.2. Omwisseling van een buitenlands rijbewijs
12,00 EUR ;
- 8.3. Duplicaat, verandering van categorie, enz.
8,00 EUR ;
- 8.4. Internationaal rijbewijs
12,00 EUR ;
9. **Op de legalisatie van handtekeningen :**
10,00 EUR per legalisatie ;
10. **Op de voor eensluidend verklaarde afschriften :**
10,00 EUR ;
11. **Op het indienen en de follow-up van een dossier betreffende de nationaliteit :**
50,00 EUR ;
12. **Op de confectie en de afgifte van trouwboekjes :**
25,00 EUR ;
13. **Op de afgifte van een attest wettelijke samenwoning :**
20,00 EUR ;
14. **Op het indienen en de opvolging van een dossier van erkenning inzake het onderzoek naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap :**
20,00 EUR ;
15. **Op de aanvraag tot inschrijving van een buitenlandse akte van de burgerlijke stand of van een buitenlandse rechterlijke of administratieve**

beslissing in de "Databank voor de Akten van Burgerlijke Stand" (DABS) die wordt gebruikt als basis voor de inschrijving of bijwerking in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister of voor de opmaking of wijziging van een akte van de burgerlijke stand :

50,00 EUR ;

16. Op het indienen en de opvolging van een dossier inzake verandering van voornamen :

490,00 EUR ;

De belasting mag echter verminderd worden tot 49,00 EUR in de volgende gevallen :

- wanneer de persoon overtuigd is dat het geslacht vermeld in zijn geboorteakte niet overeenstemt met zijn innerlijk beleefde genderidentiteit.

Dit verzoek moet vergezeld zijn van een verklaring op eer ;

- wanneer de voornaam belachelijk klinkt ;

- wanneer de voornaam vreemd klinkt ;

- wanneer de voornaam verwarring scheidt ;

- wanneer de voornaam slechts gewijzigd wordt door de toevoeging of de verwijdering van een diakritisch teken of leesteken ;

- wanneer de voornaam afgekort is ;

17. Op het indienen en de opvolging van een dossier inzake verandering van naam :

140,00 EUR ;

18. Op de afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen :

80,00 EUR ;

Het bedrag van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen in overeenstemming met de ordonnantie van 30.11.2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 05.06.1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen ;

19. Op de afgifte van documenten met persoonsgegevens vermeld in een gegevensbestand met betrekking tot de persoon die om de mededeling vraagt :

10,00 EUR ongeacht het bestandsaantal waarvoor de mededeling gevraagd is ;

20. Op de inschrijving in de gemeenteregisters na een afvoering van ambtswege :

50,00 EUR.

Artikel 4.-

De aanslagvoeten van de belasting worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Behalve voor de stedenbouwkundige inlichtingen, worden deze voor het lopende aanslagjaar berekend volgens de volgende formule :

basisaanslagvoet x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

De basisaanslagvoet is het initiële bedrag dat in onderhavig belastingreglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor november 2022.

De nieuwe index is de index voor november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 10 cent.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 5.-

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het document

aanvraagt.

In geval van een verzoek tot annulering van een dossier, om welke reden dan ook, wordt geen terugbetaling gedaan.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 6.-

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- a. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan de particulieren ter bestemming van het O.C.M.W. ;
- b. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan particulieren inzake belastingen, wettelijk pensioen, ereonderscheiding, hypotheeklening, aanvraag van gewestelijke premies, aanvraag van studiebeurzen, sociale uitkeringen (kinderbijslag, uitkeringen aan gehandicapten), mutualiteit, sociaal tarief (sociaal telefoontarief, solidariteitstarief, ...) evenals deze afgegeven aan de personen die op zoek zijn naar een sociale woning ;
- c. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan werklozen en jonge werkzoekenden in wachtperiode van werkloosheidsuitkering, op vertoon van enerzijds hun controleschrift C 3 A en, anderzijds, van hun document A 23, en dit enkel voor het zoeken naar werk, evenals deze afgegeven in het kader van het behoud van een werk ;
- d. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven in het kader van een humanitaire actie en van vrijwilligerswerk ;
- e. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan personen waarvan de behoefteigheid behoorlijk werd vastgesteld ;
- f. de aanvraag tot inschrijving van een buitenlandse overlijdensakte in de "Databank voor de Akten van Burgerlijke Stand" (DABS) die wordt gebruikt als basis voor de inschrijving of bijwerking in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister of voor de opmaking of wijziging van een akte van de burgerlijke stand.

INVORDERING

Artikel 7.-

De belasting moet worden betaald binnen 15 dagen na de verzending van de betalingsaanvraag.

Als de contante inning niet mogelijk is, wordt de belasting een kohierbelasting die onmiddellijk opeisbaar is.

Artikel 8.-

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting, wordt de belastingplichtige per aangetekende brief gedagvaard om de verschuldigde belasting te betalen.

De kosten van de aangetekende zending zijn ten laste van de schuldenaar of medeschuldenaar.

Artikel 9.-

De bepalingen betreffende de verwijlntresten inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing.

Artikel 10.-

In geval van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijnen wordt een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger door de overhandiging van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dit kohier en een kopie van het aanslagbiljet.

BEZWAREN

Artikel 11.-

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen en, op straffe van verval, moet worden ingediend binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf hetzij de datum van de kennisgeving van de belasting, hetzij de datum van de contante inning, hetzij de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Het moet ondertekend en gemotiveerd worden door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in het bezwaar.

Artikel 12.-

Een ontvangstmelding wordt gestuurd aan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 13.-

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

Het College van Burgemeester en Schepenen of elke persoon die het heeft aangesteld, deelt aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Deze mededeling geschiedt ten minste 15 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger aan het College van Burgemeester en Schepenen of de persoon die het heeft aangesteld, schriftelijk en ten minste 7 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting bevestigd worden.

Artikel 14.-

Binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, doet het College van Burgemeester en Schepenen uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing.

Deze termijn wordt met 3 maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd.

De beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger.

Deze brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn en vormen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen is onherroepelijk wanneer het beroep niet tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld.

Artikel 15.-

Tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 14 bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het Hof van Beroep kan cassatieberoep worden ingesteld.

De vormen, de termijnen en de procedure voor deze beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 16.-

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 03.04.2014 en voor alle aangelegenheden die niet door deze verordening worden geregeld, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikels 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale

schuldvorderingen of naar alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale belastingen, van toepassing op de gemeentelijke belastingen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Culture NL Bibliothèque NL Brede School - Cultuur NL Bibliotheek NL Brede School

20.02.2024/A/0018 CC - Kunst & Cultuur - Compagnies de théâtre - Contrats pour la saison 2024 - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 1 et 236 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o, d) ii ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant que le service Kunst en Cultuur s'occupe de la programmation de pièces de théâtre dans le Centre de Congrès de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu que la Commune engage des troupes théâtrales et établisse les contrats y relatifs pour les représentations qui auront lieu jusqu'au 01.06.2024 ;

Considérant que les troupes suivantes ont été retenues, à savoir :

V.Z.W. HERMESensemble	Cogels Osylei 82, 2600 Berchem	K.B.O. 0475.257.834
THEATER ANTIGONE	Overleiestraat 41, 8500 Kortrijk	K.B.O. 0410.019.988
B.V. Collage Producties	Begijnhof 50, 2300 Turnhout	K.B.O. 0871.874.602
Stokman & Vos	p/a Marialei 29, 2018 Antwerpen	-
V.Z.W. Kunstenwerkplaats	Fortstraat 35, 1060 Brussel	K.B.O. 0738.859.193
theater arsenaal	Hanswijkstraat 63, 2800 Mechelen	K.B.O. 0406.580.745
B.V. CMDY	Lange Violettestraat 293, 9000 Gent	K.B.O. 0537.874.304
V.Z.W. I SOLISTI del Vento	Jan Van Rijswijcklaan 155, 2018 Antwerpen	K.B.O. 0458.503.063
Beeldsmederij DE MAAN	Minderbroedersgang 3, 2800 Mechelen	K.B.O. 0406.580.844

DECIDE :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée sans publication préalable - article 42, § 1, 1^o, d) ii de la loi du 17.06.2016 ;
2. d'accepter la limitation de la liste des opérateurs consultés pour l'attribution du présent marché ;

3. d'approover les contrats d'engagement ci-annexés des troupes théâtrales suivantes pour les représentations qui auront lieu jusqu'au 01.06.2024 :

V.Z.W. HERMESensemble	Cogels Osylei 82, 2600 Berchem	K.B.O. 0475.257.834
THEATER ANTIGONE	Overleiestraat 41, 8500 Kortrijk	K.B.O. 0410.019.988
B.V. Collage Producties	Begijnhof 50, 2300 Turnhout	K.B.O. 0871.874.602
Stokman & Vos	p/a Marialei 29, 2018 Antwerpen	-
V.Z.W. Kunstenwerkplaats	Fortstraat 35, 1060 Brussel	K.B.O. 0738.859.193
theater arsenaal	Hanswijkstraat 63, 2800 Mechelen	K.B.O. 0406.580.745
B.V. CMDY	Lange Violettestraat 293, 9000 Gent	K.B.O. 0537.874.304
V.Z.W. I SOLISTI del Vento	Jan Van Rijswijcklaan 155, 2018 Antwerpen	K.B.O. 0458.503.063
Beeldsmederij DE MAAN	Minderbroedersgang 3, 2800 Mechelen	K.B.O. 0406.580.844

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

GR - Kunst & Cultuur - Toneelgezelschappen - Contracten voor het seizoen 2024 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117, lid 1, 234, § 1 en 236 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid op artikel 42, § 1, 1^o, d) ii ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in de traditionele sectoren ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten ;

Overwegende dat de dienst Kunst en Cultuur belast was met de programmering van de toneelstukken in het Congrescentrum van Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is dat de gemeente theatergezelschappen inhuurt en de desbetreffende contracten opstelt voor de voorstellingen die tot 01.06.2024 zullen plaatsvinden ;

Overwegende dat de volgende bedrijven zijn geselecteerd, namelijk :

V.Z.W. HERMESensemble	Cogels Osylei 82, 2600 Berchem	K.B.O. 0475.257.834
THEATER ANTIGONE	Overleiestraat 41, 8500 Kortrijk	K.B.O. 0410.019.988
B.V. Collage Producties	Begijnhof 50, 2300 Turnhout	K.B.O. 0871.874.602
Stokman & Vos	p/a Marialei 29, 2018 Antwerpen	-

V.Z.W. Kunstenwerkplaats	Fortstraat 35, 1060 Brussel	K.B.O. 0738.859.193
theater arsenaal	Hanswijkstraat 63, 2800 Mechelen	K.B.O. 0406.580.745
B.V. CMDY	Lange Violettestraat 293, 9000 Gent	K.B.O. 0537.874.304
V.Z.W. I SOLISTI del Vento	Jan Van Rijswijcklaan 155, 2018 Antwerpen	K.B.O. 0458.503.063
Beeldsmederij DE MAAN	Minderbroedersgang 3, 2800 Mechelen	K.B.O. 0406.580.844

BESLUIT :

1. de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking te kiezen als gunningsprocedure - artikel 42, § 1, 1°, d) ii van de wet van 17.06.2016 ;
2. de beperking van de lijst van voor de gunning van deze opdracht geraadpleegde exploitanten te aanvaarden ;
3. de bijgevoegde overeenkomsten van de volgende theatergezelschappen voor de voorstellingen die tot 01.06.2024 zullen plaatsvinden, goed te keuren :

V.Z.W. HERMESensemble	Cogels Osylei 82, 2600 Berchem	K.B.O. 0475.257.834
THEATER ANTIGONE	Overleiestraat 41, 8500 Kortrijk	K.B.O. 0410.019.988
B.V. Collage Producties	Begijnhof 50, 2300 Turnhout	K.B.O. 0871.874.602
Stokman & Vos	p/a Marialei 29, 2018 Antwerpen	-
V.Z.W. Kunstenwerkplaats	Fortstraat 35, 1060 Brussel	K.B.O. 0738.859.193
theater arsenaal	Hanswijkstraat 63, 2800 Mechelen	K.B.O. 0406.580.745
B.V. CMDY	Lange Violettestraat 293, 9000 Gent	K.B.O. 0537.874.304
V.Z.W. I SOLISTI del Vento	Jan Van Rijswijcklaan 155, 2018 Antwerpen	K.B.O. 0458.503.063
Beeldsmederij DE MAAN	Minderbroedersgang 3, 2800 Mechelen	K.B.O. 0406.580.844

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Interpellations - Interpellaties

20.02.2024/A/0019 **CC - Interpellation - "La fresque du climat" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "La fresque du climat"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

Au sujet de la sauvegarde de la biodiversité et de la lutte contre le dérèglement climatique, il n'est pas l'heure d'une "pause" comme l'a préconisé il y a quelques temps le Premier Ministre OpenVLD, mais bien de faire plus et mieux.

Le constat est clair, la progression inéluctable de l'extraction de nos ressources naturelles n'est pas durable, nous vivons à crédit sur le dos des générations futures. Le jour du dépassement est de plus en plus proche chaque année. Il nous faut absolument passer à la vitesse supérieure, mais loin des dogmes de tous bords. La transition écologique doit être positive !

Le doute n'est plus d'actualité, il y a urgence. Pour faire face à un des plus grands défis de notre histoire, il nous faut pousser pour une transition qui soit positive et concertée. Imposer un nouveau modèle aux citoyens sans les inclure dans les réflexions et le processus décisionnel, ne fonctionnera pas.

Ceci dit, pas toujours évident de s'y retrouver ou d'avoir des informations claires et fiables. Notre approvisionnement en nourriture, eau et énergie changeront considérablement dans les 10 prochaines années, il est important d'appréhender dès aujourd'hui ces enjeux du monde de demain.

Comprendre pour agir au mieux ! C'est ce que je voudrais proposer aux wolusanpétrusien.nes, à commencer par nous, les membres du conseil communal et le collège des Bourgmestres et Echevin.es.

Pour comprendre les mécanismes à l'œuvre dans le dérèglement climatique, vous avez principalement 2 options :

Soit on fait 8 ans d'études pour devenir climatologue et comprendre les 3.000 pages des rapports du GIEC/IPCC.

Soit on peut prendre 3h pour participer à l'atelier de la Fresque du Climat : ludique, participatif et pédagogique.

La Fresque est d'abord un constat, elle ouvre seulement la porte du débat des solutions : parce que les solutions des uns ne sont pas celles des autres et que si constats et solutions sont abordés en même temps, le débat sur les secondes occultent presque complètement la compréhension des premiers. La fresque est participative, elle se fait par petits groupes où chacun est appelé à participer et à donner son avis. Près d'1,5 million de personnes dans le monde ont déjà participé à cet atelier. Près de chez nous, les Conseils et/ou Collèges des communes de Saint-Gilles et Forest mais aussi Wavre, Genappe, Rixensart, Ramillies, Braine-le-Château, ont déjà participé à l'atelier, donc pourquoi pas Woluwe-Saint-Pierre d'autant que nous avons des citoyens de notre commune très actifs au sein du collectif "Fresquons les Décideurs" et qui seraient tout à fait disponibles pour nous aider.

C'est pourquoi, Monsieur le Bourgmestre, je souhaiterais savoir si vous pouviez vous engager à organiser pour le Conseil et le Collège un atelier de la fresque du climat ?

Egalement si vous avez déjà eu des contacts avec des citoyens de la commune désireux d'implémenter ce type d'atelier à Woluwe-Saint-Pierre ? Si oui qu'en est-il ressorti ? Si non seriez-vous disposé à les rencontrer pour faciliter la mise en place de leur projet, par exemple via la mise à disposition d'un local ?" ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"Merci pour votre interpellation.

Je vous rejoins évidemment sur l'importance d'agir en fonction de l'urgence, et on sait combien elle est grande. C'est le sens dans lequel nous travaillons et dans lequel j'entends que nous continuions à travailler.

À l'initiative notre Échevine de l'Environnement, Caroline LHOIR, et du service

développement durable, une fresque du Climat a eu lieu en décembre dernier, dans le cadre des "Midis du Climat" organisés régulièrement pour le personnel communal. Cela fait partie de la mise en œuvre de notre plan climat.

Un atelier "Fresque du climat" a aussi été organisé par notre coordinatrice Plan Climat en février 2022, lors de la soirée "Les Jeunes et le Climat", où était notamment projeté le film "On a le temps" du réalisateur Luc DECHAMPS.

J'ai effectivement eu un échange avec un citoyen faisant partie du collectif "Fresquons le décideurs" en septembre dernier. L'idée de faire un atelier pour le Conseil me semble tout à fait bonne, et si le Conseil manifeste un intérêt général dans ce sens, je demanderai volontiers d'organiser cela. Comme vous le savez, les Fresques du Climat sont payantes, ce qui signifie que l'on doit passer par une procédure de marché public en bonne et due forme. Notre service a déjà fait des appels d'offres auprès de plusieurs prestataires. Le coût estimé d'une fresque est d'environ 750/1.000,00 EUR hors T.V.A. pour environ 15 participants. Le marché a été attribué au prestataire présentant la meilleure offre.

Je propose donc que le secrétariat communal demande prochainement par mail à l'ensemble des membres du Conseil ceux qui souhaitent prendre part à un atelier Fresque du climat. Si le Conseil dans sa composition actuelle souhaite le faire, on le fera avant les élections. S'il ne le souhaite pas, on le fera après les élections, mais l'objectif, comme vous le voyez, est d'aller de l'avant dans cette initiative.

Je vous remercie pour votre attention".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

20.02.2024/A/0020 **CC - Interpellation - "Le chauffoir/bar à soupe à Woluwe-Saint-Pierre" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Le chauffoir/bar à soupe à Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil communal,

Je souhaite attirer votre attention sur une question cruciale de dignité humaine touchant notre commune, celle du Chauffoir/Bar à soupe à Woluwe-Saint-Pierre. Récemment, j'ai pris connaissance du fait que le local paroissial qui abrite ce chauffoir n'est désormais ouvert que le dimanche, lors des distributions de soupe par la Croix-Rouge. Cette réduction drastique des horaires signifie qu'il n'est plus possible pour les personnes dans le besoin d'y prendre un repas au chaud à l'intérieur de ce local en dehors de ce créneau restreint. Il ne leur est pas non plus possible de prendre une douche ou de laver leurs vêtements là ou dans un local proposé par la commune.

Auparavant, ce lieu de soutien était accessible tous les lundis, mercredis, vendredis et dimanches de 13h à 16h. C'était certes restreint mais cela offrait ainsi un répit crucial aux personnes en situation de détresse, particulièrement pendant les rigueurs de l'hiver. Malheureusement, aucune alternative n'a été proposée pour répondre aux besoins de ces individus vulnérables à Woluwe-Saint-Pierre. Bien que je reconnaisse les préoccupations légitimes des commerçants de Stockel et des clients quant à la proximité de ces services sociaux, il est impératif que nous trouvions une solution alternative de toute urgence.

La situation existante ne fait que déplacer le problème. Actuellement, ces personnes se retrouvent contraintes de passer leurs journées dans des endroits inadaptés tels que les lavoirs à Saint-Alix ou les banques.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Ainsi, je vous soumetts les questions suivantes :

1. Que pensez-vous de l'idée de mettre à disposition un des appartements vacants de la Cité de l'Amitié, accompagné de l'affectation de deux éducateurs de rue supplémentaires ? Actuellement, nous disposons de seulement deux éducateurs de rue pour couvrir l'ensemble du territoire communal, ce qui les empêche d'être présents sur le terrain tout en tenant une permanence dans un tel chauffoir.
2. En alternative, envisagez-vous de remettre en service l'ancienne antenne au Chalet Balis ou d'en créer une nouvelle au Parc Parmentier ?

Je tiens à souligner l'importance fondamentale de garantir un minimum de dignité humaine à tout en chacun. Lorsque les besoins essentiels tels que l'alimentation, l'hygiène et le logement ne sont pas satisfaits, il devient impossible pour ces personnes de se projeter vers un avenir meilleur, notamment en termes de recherche d'emploi.

Un véritable chauffoir, doté d'horaires élargis et de services complémentaires, tels que des bureaux pour l'orientation sociale, le soutien psychologique et l'accompagnement vers la réinsertion professionnelle, serait un atout pour notre commune. Nous pouvons constater les bénéfices tangibles de telles initiatives dans d'autres communes et d'autres pays comme au Canada où une approche différente a contribué à réduire considérablement le nombre de sans-abri." ;

2. les interventions de M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, et de M. Dominique HARMEL, échevin ;

3. la réponse suivante qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin :
"Merci pour votre interpellation, madame Vainsel.

Vous savez, je pense, mon intérêt et mon engagement en faveur des personnes les plus précarisées. Et votre interpellation me permet de cibler un des problèmes majeurs que j'ai rencontrés en exerçant mon mandat d'échevine : à savoir l'insuffisance des moyens tant humains que financiers mis au service de l'action sociale. Je ne parle pas ici du CPAS même si ses moyens ont baissé aussi ces dernières années alors que les demandes n'ont fait que croître !

Nous en avons beaucoup parlé, ici, en Conseil communal : les moyens financiers de nos communes ont été mis à rude épreuve sous cette mandature. On nous a demandé de faire plus et mieux avec moins, beaucoup moins même ! J'ai espéré pouvoir répondre à des appels à projets à l'instar de mes collègues pour justement pallier ce manque de moyens... Savez-vous, par exemple, combien j'ai reçu d'appels à projets de la Région pendant ces 5 dernières années pour ma compétence sociale ? Je vous laisse deviner, madame Vainsel... Aucun, zéro, nada ! Rien. Pourtant, il y en a des projets à mener dans le social ! Il y en a des demandes et des urgences ! Même ici, à WSP ! Et vous le savez aussi bien que moi.

Le chauffoir a été l'un de ces projets que j'ai souhaité mener. Lancé à l'hiver 2019 par les services des affaires sociales et de la prévention, représenté par l'A.S.B.L. PAJ, il a connu 3 éditions jusqu'à l'hiver 2021-2022. Nous avons alors dû constater avec nos différents partenaires (PAJ pour la 1^{ère} édition auquel se sont ajoutés le CPAS, la Croix-Rouge et Kontakt dès la 2^e édition) que nous ne rencontrions pas un besoin malgré ce que nous pouvions penser. La population visée n'était pas au rendez-vous et la mobilisation de toutes ces équipes ne se justifiait dès lors plus. A titre personnel, je me réjouis quand même d'avoir proposé la présence d'un assistant social de mon service puis du CPAS, lequel a permis d'approcher des gens qui n'auraient sans doute

pas été spontanément se présenter au CPAS... Le non-accès et le non-recours au droit des personnes en situation de pauvreté ou de précarité est, en effet, une réalité dont l'ampleur est plus grande qu'on ne l'imagine... Cela a été l'un des points positifs du chauffoir.

La décision d'ouvrir le chauffoir uniquement le dimanche depuis l'hiver 2022-23 s'est prise en concertation avec tous les partenaires du projet. Depuis, la Croix-Rouge gère le chauffoir. Elle y tient un bar à soupe et des repas chauds y sont distribués. Jusqu'à 15 personnes s'y rendent chaque dimanche. Quant aux 2 éducateurs de rue de PAJ qui assuraient la permanence du chauffoir, ils sont retournés dans la rue à TP, au plus près des personnes qu'ils accompagnent au quotidien.

Encore une petite précision qui renvoie à ce que je vous disais en préambule : pour cet hiver 2023-24, le chauffoir a dû réduire la voilure. En effet, il n'y a plus de repas chauds depuis ce 1^{er} janvier car le subside qui permettait de les proposer est arrivé à son terme le 31.12.2023 (Proxcity). J'espère que ce n'est qu'une parenthèse et que l'on pourra très vite proposer à nouveau ce service.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui, madame Vainsel, avec le chauffoir de jour à WSP.

J'en viens maintenant à vos suggestions.

Le projet d'antenne sociale à la Cité de l'Amitié, au chalet Balis ou au Parc Parmentier est une idée louable, madame Vainsel. Et je ne peux qu'abonder dans votre sens. Mais nous n'avons actuellement ni les moyens financiers ni les équipes pour concrétiser ce projet.

Le montant annuel du principal subside qui finance le travail social de rue (le Plan local de prévention) est en diminution (-4,5 %, soit - 27.500,00 EUR sur les 3 dernières années - plan triennal) et il n'a plus été indexé depuis 3 ans. Il me revient même que PAJ doit prendre des mesures de restrictions, à savoir le non-remplacement suite aux départs de membres du personnel.

La priorité de nos éducateurs de rue est d'identifier les personnes en très grande précarité et les personnes sans-abri sur le territoire communal. Ils leur donnent en priorité de quoi survivre et, par un long travail relationnel de plusieurs années parfois, ils essaient de leur faire accepter toutes les aides auxquelles elles peuvent prétendre.

Ainsi, cet hiver, cette merveilleuse équipe d'éducateurs a sorti 3 personnes de la rue en les conduisant à la Résidence La Forêt, notre principal partenaire en matière de logements d'urgence.

Cette dernière travaille en collaboration avec notre CPAS, dont les différentes équipes peuvent alors orienter ces personnes, leur offrir un soutien psychosocial et un accompagnement vers la réinsertion sociale (la recherche de logement) et professionnelle que vous appelez de vos vœux dans vos suggestions. Nul besoin donc de réinventer ce qui existe déjà dans notre commune. Par contre, posons-nous plutôt la question de savoir si ces services de la 1^{ère} ligne (les centres d'accueil et les CPAS, par exemple) disposent des moyens nécessaires et suffisants pour mener à bien la lutte contre la précarité et les inégalités sociales au fur et à mesure que de nouvelles crises éclosent... Personnellement, j'ai un gros doute !

Sachez enfin - et j'en terminerai là - que PAJ est en discussion avec la société de logements sociaux « En Bord de Soignes » pour remettre en état l'actuel bureau des éducateurs de rue à la Cité de l'Amitié. J'espère que ce projet pourra aboutir pour faciliter leur travail de terrain".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Christophe De Beukelaer entre en séance / treedt in zitting.

Willem Draps quitte la séance / verlaat de zitting.

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Guide 1150 Sport, Loisirs & Bien-être"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

Je souhaite attirer l'attention de cette assemblée sur le "Guide 1150 Sport, Loisirs & Bien-être" ("1150 GIDS sport, vrije tijd & wellness"), distribué récemment dans les boîtes aux lettres de nos concitoyens. Ce document, censé être une ressource précieuse pour la promotion d'activités sportives et de bien-être au sein de notre commune, suscite des interrogations quant à son contenu et son utilité effective.

Il est indéniable que ce guide, avec ses 64 pages, a le potentiel de devenir un outil incontournable pour les résidents à la recherche d'activités enrichissantes. Cependant, force est de constater que près de la moitié de ces pages sont consacrées à des publicités et que l'autre moitié reprend des informations non-exhaustives, dont certaines sont erronées ou obsolètes.

En voici plusieurs exemples :

- Les ateliers créatifs du Chant d'Oiseau figurent toujours dans cette édition, alors que ceux-ci ont cessé leurs activités voici déjà plusieurs années et que vous avez malheureusement décidé en septembre 2023 de mettre en vente le bâtiment qui les accueillait.
- L'association Olympic Veteran qui proposaient aux seniors de faire du Volley-Ball à l'école de Joli-Bois n'organise plus de cours car ils n'ont plus assez de membres (les précédents sont devenus trop âgés). Ils regrettent de ne pas être listés dans ce guide qui pourrait vraiment les aider à renouveler leurs membres.
- Dans la section art-martiaux, Domomojo (avenue Orban 227) qui organise des cours hebdomadaires de Yoseikan Budo et arts martiaux mixtes aux enfants, ado et adultes ne sont pas repris.
- Dans la section fitness, Geostraining (rue du Bemel, 183) et le Body Training Studio (rue Longue 122) ont été oubliés.
- Dans la section yoga, le Centre les Magnolias (rue Mareyde 35) qui propose plusieurs cours hebdomadaires de yoga, méditations, etc. n'est pas repris.
- La salle de sport Plein Air (rue des Hiboux 115) n'est pas reprise.
- La Ludothèque Adaptée pour Enfants et Adultes Atteints d'un Handicap (Lu A.P.E.) qui offre des services précieux à notre communauté est omis. Cette omission nuit bien entendu à leur visibilité mais prive également nos résidents de possibilités d'engagement et de participation.
- Les cours de cyclo-danse de l'A.S.B.L. DECALAGE, une danse pratiquée par des partenaires dont l'un est en "Chaise roulante et l'autre debout", ont également été oubliés.
- Il n'est pas précisé en page 46 que le parcours santé localisé à la cité de l'amitié est accessible aux PMR : le logo PMR manque.
- De manière générale, l'absence de renseignements clairs sur les types de handicap pris en charge par les activités proposées soulève des questions sur l'inclusivité réelle de ce guide.
- Les services proposés par le Wolubus ne sont pas mentionnés alors que ceux-ci

- peuvent aider des seniors à continuer à faire du sport.
- De manière générale, l'absence de carte ne permet pas aisément d'identifier les activités localisées à proximité de son domicile.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Face à ces constats interpellants, je me permets de vous poser ces questions :

1. Quels sont les revenus générés par les publicités présentes dans ce guide ?
2. Quels sont les coûts d'impression et de distribution de ce guide ?
3. Combien de membres du personnel communal ont contribué à la réalisation de ce document ? Est-ce qu'un travail transversal entre les services a été fait ?
4. Que pensez-vous de créer une carte interactive (de type My Maps de Google Map) des activités sportives disponibles sur le territoire communal ? De nombreux citoyens sont intéressés de faire une activité près de chez eux et non à l'autre bout de la commune.
5. Prévoyez-vous de corriger dans les prochains jours les erreurs et lacunes que j'ai citées dans une version numérique accessible sur le site internet de la commune ?
6. Comment comptez-vous améliorer la compréhension des différents types d'activités possibles pour les personnes en situation de handicap ? Un handicap moteur ou un handicap visuel nécessitent des encadrements différents.
7. L'icône "kids" n'est pas très claire et pour de nombreuses associations l'âge minimum n'est pas précisé. Certains organisent des cours pour les bébés tandis que d'autres organisent des cours à partir de 6 ans. Envisagez-vous de préciser cette information, par exemple sur une version numérique et/ou une carte interactive ?

Il est important que ce guide, en tant que vitrine de l'engagement de la commune envers le bien-être de tous les citoyens, soit à la hauteur des leurs attentes. J'espère que cette interpellation permettra d'engager une réflexion constructive et des actions concrètes pour améliorer la qualité et la pertinence de cet outil. C'est également dans l'intérêt des personnes qui travaillent au sein de ces organismes mais aussi des personnes qui ont payé pour obtenir une publicité dans ce guide.

Dans le cas contraire, il vaut peut-être mieux arrêter de produire ce guide.

Je vous remercie de votre attention et vos réponses." ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"Merci Madame Vaessen pour le formidable travail de lecture et de relecture que vous avez effectué de ce Guide des Sports, dont avez relevé un certain nombre d'imperfections. J'ai bien entendu et d'ores et déjà demandé qu'elles soient corrigées. Là où vous vous trompez peut-être et vous devez le savoir : ce Guide est le fruit d'une initiative 100 % privée. Et qui se finance exclusivement par la publicité. Vous m'indiquez regretter qu'il y ait trop d'annonces à vos yeux, mais c'est bien par ce mécanisme qu'il ne coûte rien à la Commune. Et que nous n'intervenons pas dans le cadre du financement de ce recueil d'informations dont la personne qui s'en occupe, un privé, se rétribue par rapport aux recettes publicitaires. Donc, je ne sais pas vous dire à combien cela s'élève. Dès lors, et à votre interrogation de savoir combien de Membres du Personnel communal ont contribué à la réalisation de ce Guide : eh bien, personne, puisque, je répète, c'est le Privé qui s'occupe de la réalisation de ce document. L'origine de ce Guide remonte bien avant que j'arrive et l'objectif était limité, dans un premier temps, à la Communication des activités proposées par notre Centre Sportif. Celui-ci étant édité à quelque 3 ou 4.000 exemplaires, si je ne me trompe... Ensuite, le projet a été étendu aux Loisirs & Bien-Être, ce qui est, de mon point de vue, une bonne chose et avec une distribution

« toutes boîtes » dans notre Commune. Le Guide des Sports s'est donc enrichi au fil des années, avec un Édito, un Almanach, des renseignements sur nos Centres des Quartiers, nos Plaines de Jeux alors que le Site Internet a été mis gratuitement à disposition de nos Citoyennes et Citoyens et des Acteurs dans le domaine du sport, des loisirs et du Bien-Être. Sachez encore qu'à l'approche des beaux jours, une section « Terrasses » a été rajoutée, et vous y avez d'ailleurs fait allusion. Donc, aujourd'hui, ce sont environ 25.000 exemplaires que nous retrouvons dans nos boîtes aux lettres et toute une série de Centres, ici, dans la Commune. L'alimentation des informations est basée sur un système volontaire, c'est important à savoir. Ainsi, en cas d'erreurs, d'imprécisions ou de nouvelles informations pratiques, celles-ci sont transmises par les Acteurs eux-mêmes. Et la personne qui s'occupe du Guide prend la peine au moment d' "extraire" les infos de l'interface du Site pour la publication du Guide "papier", d'adresser un mail à chaque "organisation/enregistrée", pour savoir si elle confirme/valide bien les infos destinées à être publiées. Mais manifestement, ce n'est pas encore parfaitement géré puisque les remarques que vous formulez sont parfaitement judicieuses. Il faut que même si c'est un "Privé" qui gère cela, l'échange d'informations doit être correct et complet. La personne responsable du Guide s'est engagée à y veiller et à respecter cela afin de le faire évoluer positivement. Vous vous posez ensuite la question de savoir, Madame la Conseillère, si l'on ne ferait pas mieux d'évoluer avec les nouvelles technologies et de supprimer la version papier, mais je ne le pense pas. Je suis d'avis que les deux supports sont complémentaires. Je m'en réfère d'ailleurs à tout le débat que nous avons eu sur la Journal Communal ; certains avançant de ne conserver qu'une version "digitale" de celui-ci. Et bien non, car vous le savez, nous avons une structure de population assez âgée à Woluwe-Saint-Pierre et qui est, aujourd'hui encore, attachée au document papier. Et donc, je pense que les deux doivent pouvoir coexister. Et sans doute plus "parfaitement" il est vrai, raison pour laquelle j'ai demandé au responsable du Guide et du Site Internet de travailler".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING